



T2137-492-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde heβδο Libertaire

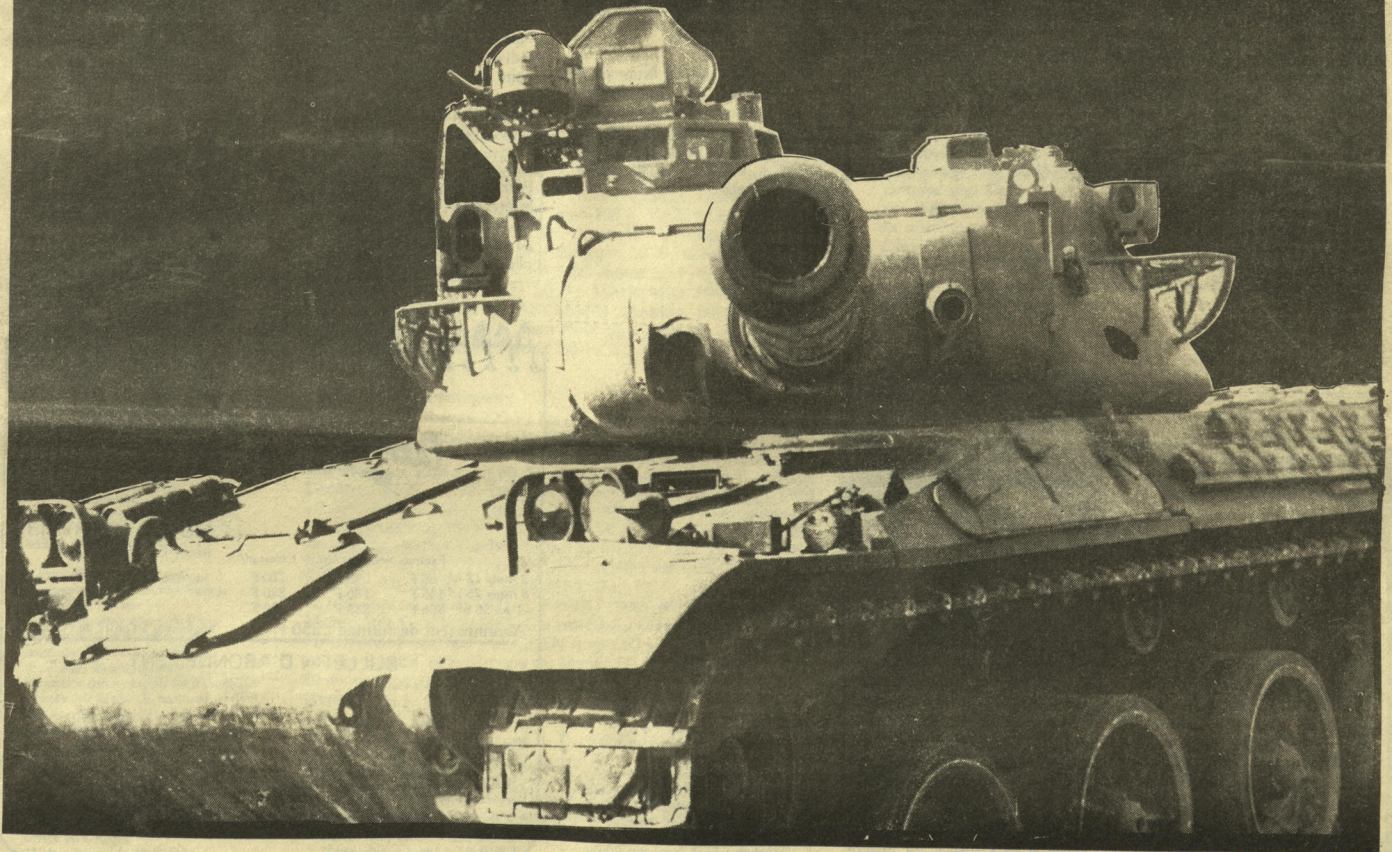
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 492 JEUDI 16 JUIN 1983 8,00 F

— 3^e VENDEUR D'ARMES DU MONDE —

LA FRANCE EXPORTÉ LA GUERRE



F.p. 2520

FÊTE ANARCHISTE A AMIENS

Les 25 et 26 juin aura lieu la fête annuelle du groupe anarchiste d'Amiens (FA). Pendant ces deux journées, se succéderont musique, films, théâtre, animation. Comme les précédentes, cette fête se déroulera en plein air dans le parc du château de Montières. Tous ceux qui sont intéressés pour y participer peuvent nous contacter.

Boîte postale n° 7, 80330 Longueau. Le programme complet paraîtra ultérieurement.

Liste des groupes et liaisons de la FA

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULIN
ARDECHE : AUBENAS
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE -
BOUC-BEL-AIR
CALVADOS : CAEN
CHARENTES-MARITIMES : MAREN-
NES - ROCHEFORT
CÔTE D'OR : DIJON
DOUBS : BESANCON
FINISTERE : BREST - QUIMPER
GARD : GROUPE DU GARD
GIRONDE : BORDEAUX
HAUTE GARONNE : TOULOUSE
NORD - TOULOUSE SUD
HAUTE-SAONE : GRAY
HERAULT : BEZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ETIENNE
LOT-ET-GARONNE : AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : CHERBOURG
MARNE : REIMS
MORBIHAN : PLUVIGNER
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE
OISE : BEAUVAIS - CREIL -
PONT-SAINT-MAXENCE
ORNE : FLERS - LA FERTE-MACÉ
RHONE : LYON
SARTHE : LE MANS
SENE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
SOMME : AMIENS

VAR : GROUPE REGION TOULONNAISE

HAUTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : AUXERRE

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les
arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e,
5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e,
20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
- ORSAY
- VILLEJUIF, VITRY
- MELUN

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE,
CHELLES
- MONTREUIL, ROSNY
- BOBIGNY, DRANCY

BANLIEUE OUEST

- HOUILLES-SARTROUVILLE,
- VERSAILLES

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
- ARGENTEUIL, COLOMBES
- SEVRAN, BONDY
- EPINAY-SUR-SEINE

LIAISONS

PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
- CERCLE INTER-BANQUES
- LIAISON ORTF
- LIAISON DES CHEMINOTS

LIAISONS

NORD : Noyon, Valenciennes, Stella-plage.
EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs, Haute-Saône,
Belfort, Montbéliard
ILE-DE-FRANCE : Maule, Brunoy, Mantes-la-Ville, Corbeil-Essonnes.
OUEST : Bégard, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême,
Lorient, Côtes-du-Nord.
CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord
Haute-Loire.
SUD, SUD-OUEST : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier,
Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer,
Cannes-La Bocca, Lot.
RHONE-ALPES : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble.
CORSE : Ajaccio.
GUADELOUPE : Gourbeyre.

COMMUNIQUÉS

• Les groupes de Moulins, Clermont-Ferrand et du Puy organiseront courant juin, à Vichy, une réunion visant à développer la présence libertaire dans cette région. Les lecteurs du ML et sympathisants de la FA de l'Auvergne sont invités à prendre contact avec les RI si cette initiative les intéresse.

• Un groupe est en formation au Puy (43 Haute-Loire). Les libertaires de la région intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Pour engager un combat quotidien. Afin d'instaurer les fondements de notre organisation à Nice. Si le fédéralisme et la lutte contre l'Etat sont tes projets, n'hésite pas à prendre contact avec les RI qui transmettront.

• Un groupe est en formation à Gray (70 - Haute-Saône). Les libertaires de la région intéressés pour travailler avec lui peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Toute personne intéressée par les idées libertaires dans la région de Sète (Hérault) peuvent contacter la liaison FA à sa table de presse tous les dimanches matin, au marché aux puces de Sète ou à l'adresse suivante : CES, BP 51, 34201 Sète cedex.

• Le groupe de Houilles/Sartroville reprend ses activités. Une vente du *Monde libertaire* est désormais assurée chaque samedi sur le marché de Houilles, de 10 h 30 à 12 h, et chaque dimanche sur le marché de Sartroville de 10 h 30 à 12 h. Principales activités en ce moment : défense de Radio-Libertaire et lutte contre l'accord Hérault/Savary.

• Le groupe E. Pouget (vallée de Chevreuse) organise une réunion d'information sur le protocole d'accord Hérault/Savary, le 25 juin 83, à 20 h 30, salle de la MJC d'Orsay, av. Saint-Laurent, 91 Orsay.

• Une liaison est en formation à Corbeil-Essonnes. Pour tout contact, écrire aux RI ou venir aux prochaines permanences de la liaison qui se tiendront les samedis 25 juin et 2 juillet, de 15 h à 16 h, au 6, rue du Barillet, à Corbeil.

Sommaire

PAGE 2
Activité des groupes FA
PAGE 3
En bref
Amis lecteurs
Editorial
A la petite semaine
PAGE 4
F.F.T.L.C.G.T.
Georges Séguin rentre en piste !
PAGE 5
Sécurité sociale : replâtrage
S.O.S. lieux de vie
La police avec nous ?
PAGE 6
Avec les moyens de s'offrir une expo universelle ?
Projet Savary : une lutte qui a fait long feu
PAGE 7
L'agriculture
PAGE 8
Conseil européen à Stuttgart
La dictature au Chili
PAGE 9
Informations internationales
PAGE 10
La grève des bougonniers
La grève des bougonniers de l'Oise
Notes de lecture
PAGE 10
Notes de lecture, invités de Radio-Libertaire.
PAGE 12
Entrée de la France dans l'OTAN par la petite porte
Le déjeuner à Vincennes.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

BONDY

Le Cercle d'études libertaires et le groupe Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste organisent un gala le 16 juin, à 20 h 30, sous le chapiteau du stade Léo Lagrange de Bondy, avec Louis Capart, Alain Aurenche et Jean Guidoni. Le prix des places (en vente à la librairie du Monde libertaire) est de 40 F et de 30 F pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire. Ce gala s'inscrit dans le cadre de la fête des associations de Bondy où le groupe tiendra un stand. Venez nous contacter et vous informer sur nos activités lors de cette semaine.

ROUEN

Le groupe de Rouen de la FA organise une réunion-débat sur la « révolution autogestionnaire », avec en support le montage-diapos : *Espagne 36*, le 17 juin, à 20 h 30, à la Halle aux Toiles, à Rouen.

TOULON

Le groupe région toulonnaise (83) organise une fête le samedi 2 juillet, sur le terrain de l'université de Toulon (Lagarde). Au programme : les groupes Marge, Urban Blues, Pater D 3, du jazz, du théâtre (troupe « Les Flammands »), du jazz, Lionel Salmon, Patrick Fischann, Pierre Méric, S-KVN, 122^e sous-sol, etc.

Stands, expos, buffet, etc.
Participation : 30 F.

PARIS

Le groupe Louise-Michel organise sa fête annuelle le samedi 18 juin, de 14 h à 20 h, place des Abbesses. Au programme : Pierre Viard, pièces de théâtre, Vania Adrien Sens (chante Gaston Couté), Daniel Vachée, prise de parole du groupe Louise-Michel, exposition sur la Commune, buffet, etc.

Seront également présents : Radio-Libertaire, la Ligue des droits de l'homme, le Comité logement de la Goutte-d'Or, l'Union française des consommateurs, etc.

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris-11^e (m^o République), tél. : 805.34.08.

BREST

Le groupe « Les Temps nouveaux » de Brest organise un gala de soutien au *Monde libertaire*, le samedi 18 juin 1983, salle Stella, quartier de Lambézellac. Avec expositions, montages audiovisuels, débats, tables de presse, spectacles ; animation théâtrale pendant la journée avec la pièce *Un ouvrage de dames*.

• A 14 h :

- expositions : la presse libertaire au début du siècle, la Commune de Paris (expos permanentes, hall d'entrée Stella) ;
- débats : *Militarisation de la société, Doctrine sociale de l'Église, Liberté d'édition et d'expression, Propositions anarchistes* salle des arts plastiques) ;
- film : *Mourir à Madrid* ;
- montages audiovisuels : *Espagne 1936, Anarchisme*.

• A 18 h 30 : début du spectacle :

- Catherine Gaby : *Paroles 2 femmes. Voix tuées, battues, mâtées, domestiquées des femmes-révoltes sur des textes et poèmes de M. Duras, M. Louyer, A. Vannier, L. Labbé, H. Dallas et de Catherine Gaby* ;
- Yvon Barbeau : un poète, un diseur, un chasseur de vérité, un « dégueuleur » de fantasmes ? Ni tout à fait cela ni le contraire. Un écorché vif par le mot ; la vie, la violence des êtres, le sang, la difficulté d'être... Une tempête dans un verre ;
- Gérard Delahaye : feu-foilet, saltimbanque, funambule, fardet, un chanteur de chansons à images... Gérard Delahaye a ensorcelé sa guitare pour un monde magique où la révolte se fait tendre et le rire révélateur.
Fin du gala à 24 h.

Le groupe de Rouen vient d'éditer un journal bilingue (franco-arabe) : *El Horra*, destiné à toucher plus particulièrement les travailleurs immigrés. Au sommaire du numéro 1 : Citroën-Renault, les sans-papiers, la révolte berbère, la Palestine, infos internationales, la carte de séjour. Prix : 5 F le numéro ; 4 F le numéro par dix exemplaires ; 3 F le numéro par cinquante exemplaires. Abonnement : 20 F par an (quatre numéros) ; abonnement de soutien : 50 F.

« Volonté anarchiste » n° 22 est paru

Le groupe Fresnes-Antony de la FA vient d'éditer le numéro 22 de sa collection de brochures *Volonté anarchiste* : *Le Mouvement mutualiste*.

Dans cette brochure, notre compagnon André Devriendt, secrétaire de la Mutuelle de la presse et du livre, nous donne un aperçu des différentes institutions que se sont données les hommes pour s'entraider.

Vous pouvez vous abonner à *Volonté anarchiste* en écrivant à : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony. Abonnement pour huit numéros : 110 F ; abonnement de soutien : 180 F. Adresser les chèques au nom de : ASH, CCP 21 600 42 C Paris.



Dernier livre paru aux éditions du Monde libertaire. En vente à la librairie du Monde libertaire : 60 F.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

TARIF	France	Sous plus fermé	Etranger	Rédaction-Administration
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F	145, rue Amelot 75011 Paris
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F	Tél. 805-34-08
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F	

Abonnement de soutien : 350 F

Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom _____ Prénom _____
N _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
à partir du N _____ (inclus) Pays _____
 Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Règlement (à joindre au bulletin)
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste

en bref...en bref...

• Patrick Billet, suivant son ordre de route, s'est présenté à son lieu d'affectation au service national, fin mars (à Chaumont). Il a refusé de porter l'uniforme. Mis aux arrêts de rigueur, il a aussitôt entamé une grève de la faim. Suite à cette grève, il a été transféré à l'hôpital militaire de Châlons-sur-Marne (chambre 209, service médical B, 51000 Châlons-sur-Marne). Patrick Billet a été placé sous perfusion. Depuis, nous avons appris son transfert au parquet de Dijon. Une fois de plus, on peut remarquer l'acharnement des militaires face aux réfractaires à l'armée. Nous apportons notre soutien à Patrick Billet et demandons sa libération immédiate.

• Paul Lambinet, inconnu depuis juin 78, amnistié en janvier 82, rappelé et inconnu à nouveau en août 82, puis réformé en mars 83, passe en procès le 23 juin 83, au tribunal correctionnel de Nancy. Pour le soutenir, envoyez lettres et télégrammes à : président du tribunal correctionnel, cité judiciaire, rue du Maréchal-Juin, 54000 Nancy.

• Les Assises de la défense libre, organisées par le Comité d'action prison/justice, se tiendront du 17 au 20 juin, au château de Ligoure. Pour tout renseignement : CAPJ, 15, allée Anne-de-Beaujeu, Paris-19°. Inscriptions : CLARES, BP 11187-003, Limoges.

• Résister, revue de débat syndical, tiendra une réunion nationale le samedi 18 juin à partir de 14 h et dimanche 19 juin le matin, au local de l'École émancipée, 8, impasse Crozatier, Paris 12°. Seront abordés :
- le 18 juin : la situation syndicale, les congrès récents, comptes rendus, analyses et propositions ;
- le 19 juin : travail et santé, revendications salariales, les syndicats et la crise économique internationale.
De plus, à l'occasion de son troisième anniversaire, aura lieu une fête le samedi 18 juin, à partir de 19 h, au 14, rue de Nanteuil, Paris-15°.

• Cinquième fête antimilitariste à Cagnac-les-Mines (Tarn). Cette fête sera précédée, du 4 au 8 juillet, d'un camping antimilitariste, au château de la Verrerie, à Carmaux. Animations musicales importantes (rock, folk, blues, chanteurs), ainsi que la projection de films, des débats, etc. Possibilité de camper, et restauration sur place. Participation aux frais : 30 F par jour.

• Suite à la tenue d'un week-end de coordination, les participants (enseignants, éducateurs, parents, jeunes) ont décidé de créer une Fédération des mouvements de recherche et d'innovation pour une école autogérée (ou différente). Cette fédération se donne pour objectifs : le soutien mutuel, la solidarité entre tous les projets, le développement du mouvement. Pour tout contact : Centre expérimental autogéré de Paris, 16, av. Marc-Sangnier, Paris-14° ou Association pour une école nouvelle, 45, rue Deliscouet, 56100 Lorient ou encore Mme Jacqueline Fagot, 11, rue du Général-Luclet, 54230 Neuves-Maisons.

• Des militants du Comité de résistance à la militarisation de l'Éducation des 3^e et 5^e arrondissements de Paris ont organisé une action mercredi 8 juin, à l'occasion du départ de responsables de divers mouvements de jeunesse invités par le Cercle national des armées, afin d'étudier les structures militaires susceptibles d'accueillir des groupes de jeunes. Une banderole fut tendue devant l'entrée du CNA, des tracts diffusés, jusqu'à l'arrivée de la police qui dispersa le rassemblement. Pour tout contact : écrire au CRME, 11, rue Barrault, Paris-13°.

INTERDITE MAIS TENACE, RADIO-LIBERTAIRE CONTINUE D'EMETTRE (89,5 MHz)

SOIRÉE DE SOUTIEN À
RADIO LIBERTAIRE

ANIMÉE PAR
LAVILLIERS

JEUDI 30 JUIN 1983 - 20 h 30 - PAVILLON BALTARD (R.E.R. NOGENT/MARNE)
PLACES : - 60 F (40 F AUX PORTEURS DE LA CARTE D'AUDITEUR) - RÉSERVEZ-LES TRÈS RAPIDEMENT !
145, RUE AMELOT, 75011 PARIS - TEL. : 805.34.08

FÉDÉRATION ANARCHISTE

AMIS LECTEURS

C E numéro du *Monde libertaire* que vous avez en main comporte seize pages, bien que son prix demeure inchangé. Nous vous devons donc quelques explications.

Face au coût élevé d'impression d'un catalogue, nous avons décidé de faire paraître au sein de notre hebdomadaire les 16, 23 et 30 juin, un supplément de quatre pages indiquant les ouvrages disponibles à la librairie du *Monde libertaire*.

Ce catalogue étant traditionnellement gratuit, le supplément de pages occasionné n'entraînera pas d'augmentation du prix au numéro. Ainsi, vous le recevrez comme d'habitude gratuitement, tout en nous permettant de diminuer les frais d'impression.

Vous savez d'autre part que notre journal ne peut continuer que grâce à vos souscriptions et aux ventes de la librairie. Vous pouvez donc nous soutenir par vos commandes de livres et de brochures qui seront satisfaites (sauf rupture de stock) dans les 24 heures.

Cette année, nous arrêterons la parution du *Monde libertaire hebdo* le 7 juillet, avec un numéro « Spécial Été » de seize pages, vendu en kiosques au prix de 10 francs. Ce numéro restera en vente pendant les mois de juillet et août, jusqu'au 15 septembre, date à laquelle nous reprendrons notre parution hebdomadaire.

Pendant le mois de juillet, la librairie restera ouverte aux heures habituelles, soit de 10 h 30 à 19 h, du mardi au samedi. En août, nos horaires seront les suivants : ouverture de 14 h à 19 h, du mardi au samedi.

Nous ne pouvons qu'inviter nos lecteurs de province à venir nous rendre visite si, au cours des mois d'été, ils séjournent à Paris.

Salutations libertaires
Les administrateurs
P. Bedos - J.-L. Larédo

• Souscriptions :

Le GUEN Roger 50 F, PARIS Gérard 50 F, ALLIGNE Isabelle 100 F, VINCE Patrick 50 F, LEANDRE Volero 50 F, ARNAUD Maurice 50 F, Publico 212 F, BUZIER Philippe 700 F, BIERNACKI Franck 50 F, LOUVARD Charles 100 F, ROSELL Wally 50 F, DELA-BORDE Daniel 37 F, FRAPPA Jean 100 F, VAZELLE Patrick 140 F, MARCOS Alcon 75 F, GRALL Yves 50 F, Association Gestion en commun 200 F, BAUDET Georges 30 F, GIRELLI Dominique 50 F, GAVEL Gérard 50 F, FAYON James 50 F, SCHENK Ghislain 50 F, ALBERICH Pascual 50 F, MAUGARD Pierre-Yves 50 F, BORROZ Jérôme 50 F, ASLANIAN Claudine 50 F, VIGNOLES Martine 50 F, PHILIPPE Jean-Noël 50 F, HARO Salvador 30 F, Publico 203 F, COSTE Gérard 50 F, Gr. LIBERTAD 1 200 F, une amie lectrice 3 000 F.

• Virement automatiques :

Groupe d'Aubenas 200 F, Liaison Anizy 100 F, Groupe Fresnes-Antony 150 F, GIRAUD J.-P. 300 F, Groupe Sacco-Vanzetti 350 F, Groupe du 14^e 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, RÉMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 54 F, FEHR Didier 50 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER O. 50 F, Groupe Jacob 100 F, BOITELLE Bruno 25 F, Groupe Malatesta 100 F, LUZE Robert 50 F, Groupe de Béziers 50 F, Groupe de Houilles-Sartrouville 100 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, SELLIER Bertrand 150 F, Groupe Varlin 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Groupe Louise-Michel 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, LE GUEN Roger 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Liaison Bégard 10 F, Groupe du Marais 50 F, LAFABREGUE Sylvie 50 F, Groupe de Bobigny 50 F, Groupe de Rouen 50 F, BABIN Edmond 100 F, Groupe de Périgueux 50 F, ATZORI P. 50 F, BARCO J.-M. 30 F, MOULIE G. 30 F, GOYAT Joëlle 50 F, FOISNON Christian 70 F, ROLIN N. et J.-C. 100 F, BERRAUD J.-P. 100 F, SELLIN P. 20 F, CORDELET Didier 30 F, Groupe d'Angers 100 F, CAILLOT J. 50 F, Liaison Blois 100 F, MAGLIONE L. 100 F, SANCHEZ M. 50 F, Groupe Sevran-Bondy 150 F.

Total des souscriptions (depuis le 1^{er} mai) : 7 117 F.
Total des virements automatiques mensuels : 4 719 F.
Total (mai-juin) : 16 555 F.

COMMUNIQUÉ

Le Collectif pour l'abrogation du protocole armée/éducation constate une fois de plus que le ministère de la Défense étend les pouvoirs de l'armée en passant un accord avec M. Lang, ministre de la Culture.

Devant cette nouvelle incursion de M. Henu, les organisations du collectif s'élèvent contre la progression de la militarisation de la société, par laquelle ont commencé toutes les dictatures.

Fédération anarchiste, Union pacifiste de France, Libre-Pensée, UTCL, Union des anarchistes, Mouvement pour l'autogestion distributive, Les Amis d'André Lorulot, Le Réfractaire, Union locale CNT du Havre, Collectif 5°-13°.

Editorial

L E gouvernement français serait-il, et au plus haut niveau, un adepte de la division socialiste du travail ? On pourrait le croire, au vu des interventions successives de Mitterrand et Fiterman sur le petit écran les 8 et 9 juin passés, interventions d'une parfaite complémentarité qui auront au moins offert une certitude aux travailleurs : c'est bien eux qui paieront la crise !

Gestion du capitalisme oblige, une austérité renforcée, mais présentée comme nécessaire, est bien la sauce à laquelle seront mangés travailleurs et non travailleurs, chômeurs et retraités. Toute la subtilité dans la tentative gouvernementale à recouvrer la confiance des citoyens réside dans la proposition que chaque mesure de rigueur à venir — la prochaine pouvant être par exemple un nouvel appel à la solidarité pour renflouer les caisses de l'assurance-chômage — soit accompagnée de « mesures sociales ». Rassurant ? Tout au plus étonnant, car comment l'Etat, institution essentiellement répressive, parasitaire et improductive, peut-il donner d'une main sans prendre de l'autre ? Toute dépense implique une recette, ou, à terme, un déficit à combler, et le gouvernement socialo-communiste a depuis deux ans clairement démontré qu'il n'épargnerait pas la masse des petits revenus dans sa chasse aux capitaux.

Le gouvernement s'est d'autre part engagé à mettre en place un plan de formation intéressant huit cent mille jeunes pour 1984. Pour quels débouchés, si, au nom du libéralisme, on laisse les mains libres à un patronat qui bien souvent refuse d'embaucher pour préserver ses marges de profits ? Et les exploités peuvent-ils se résigner à payer les successives factures de la crise sous le seul prétexte que nous subissons un héritage vieux de dix ans : la gauche se chargerait-elle de nous faire payer les « erreurs » de la droite ?

Mitterrand a beau jeu d'admirer la « patience » de la classe ouvrière qui domine ses revendications. Il est assuré de l'étroite collaboration des bureaucraties syndicales, qui se chargent d'étouffer et de limiter au mieux des intérêts du gouvernement les velléités de revendications ouvrières et de remise en cause de l'austérité socialiste. Les travailleurs, les chômeurs, les retraités acceptent-ils indéfiniment et passivement que leurs ressources soient ponctionnées au nom de cet intérêt national qui n'a d'autre raison d'être que justifier la domination capitaliste ? Les exploités auraient tort de se laisser séduire et rappelons que depuis toujours chaque avantage, chaque acquis, chaque conquête, a été durement arraché au capitalisme non pas par l'union entre les classes, mais par la lutte entre les classes.

A LA PETITE SEMAINE

NON-ASSISTANCE !

C'était un voleur. Assurée de n'avoir pas à s'empêtrer dans des explications que personne ne lui demandera, l'administration pénitentiaire l'a laissé mener à terme sa grève de la faim, sans lever le petit doigt.

Les bonnes âmes de ce pays, qui font métier d'alerter l'opinion, semblent vouloir nous dire, par leur silence trop lourd, que la non-assistance à salopards en danger, à ce niveau de la hiérarchie des forfaits, se transforme en devoir. Soit.

Peut-on raisonnablement songer, toutefois, qu'un Barbie cessant de s'alimenter connaîtrait le même sort ? Ses « comptes à rendre à l'Histoire », le sensationnel morbide promis au public par son procès, le condamnent à vivre, lui, au moins jusque-là. Il est vrai, aussi, qu'il n'a violé personne. Et pourtant, comme salopard...

HARO

F.F.T.L.-C.G.T. : UNE VIEILLE DAME MALADE

Le 22 juin 1983 aura lieu une journée nationale d'action organisée par la Fédération française des travailleurs du livre CGT, avec diverses manifestations et un rassemblement central à Paris. A l'ordre du jour, deux points principaux : la demande de mise en place d'un « statut de la presse » promis par le gouvernement de gauche dès son arrivée au pouvoir, mais jusqu'à présent resté au point mort ; la relance de l'industrie graphique en France, notamment par le rééquilibrage de la balance des paiements extérieurs et le rapatriement des travaux confectionnés à l'étranger. Questions jugées d'autant plus importantes que s'y greffent tous les problèmes de l'évolution technologique des modes de production de l'imprimerie et le développement et la modification des moyens de communication.

Quelques chiffres pour mieux cerner les difficultés de ce secteur d'activité. En 1946, il y avait dans ce pays 206 quotidiens d'information générale ; en 1982, il n'en subsiste que soixante, dont sept à Paris et cinquante-trois en province. De 1972 à 1981, dans le seul secteur dit du travail (imprimerie, photogravure, reliure-brochure), le nombre des entreprises a diminué de 4% et les effectifs de 15%, soit une perte d'environ 14 000 emplois. Pendant ces mêmes dix années, pour l'ensemble du secteur imprimerie, presse et édition, ce sont en fait 20% des emplois qui ont disparu (environ 45 000).

On pourrait donc s'attendre à ce que la prochaine journée d'action — la première au niveau national depuis le 10 mai 1981 — soit l'occasion d'une vaste mobilisation des travailleurs du livre. Or il n'en sera rien, sinon quelques occupations symboliques de bâtiments publics et un pique-nique rassemblant ouvriers parisiens et délégations de province. Les dirigeants de la FFTL eux-mêmes ne se font guère d'illusions puisqu'ils ont laissé aux responsables régionaux le soin de déterminer les modalités de participation en fonction de la situation dans leur secteur géographique. Vingt-quatre heures de grève ou débrayages plus limités ? Actions communes presse-travail ou spécifiques ? C'est l'ambiguïté la plus totale, du fait même de cette contradiction qui mine tout le mouvement syndical actuellement : il faut bien montrer que nous défendons les travailleurs, mais nous ne pouvons entraver la politique du gouvernement que nous avons porté au pouvoir...

Si l'on croyait à une quelconque volonté d'intervenir efficacement pour préserver les intérêts des salariés, il suffirait pour déchanter de se reporter au dernier congrès de la Fédération française des travailleurs du livre CGT.

C'est en effet du 9 au 13 mai 1983, à Guidel-Plages (près de Lorient), que se sont tenues les assises statutaires de cette organisation qui est l'une des plus an-

ciennes du mouvement ouvrier français puisqu'elle fut fondée en 1881. Pendant longtemps, la FFTL fut animée par des militants réformistes et comportait dans ses rangs une minorité « agissante » de syndicalistes révolutionnaires. Ces deux tendances, bien que s'affrontant parfois assez durement sur les conceptions mêmes du syndicalisme, avaient réussi à cohabiter et à bâtir un puissant outil de lutte contre le patronat, imposant à ce dernier des conditions de travail et de salaire qui firent des travailleurs du livre, dans ce pays, les « aristocrates de la classe ouvrière ». Maintenant son unité contre vents et marées — en particulier au moment de la scission de Force ouvrière —, la Fédération du livre représentait une telle puissance que, de l'aveu d'un vieux militant, son secrétaire général avait plus d'importance qu'un ministre. Mais les importantes mutations technologiques que devaient connaître les imprimeries de travail et de presse, ainsi que la mainmise progressive des militants du Parti communiste français sur tous les rouages de l'organisation firent que, au fil des vingt dernières années, la force de la FFTL s'éroda en même temps qu'elle perdait ses traditions et sa spécificité pour rejoindre le giron d'une Confédération générale du travail devenue courroie de transmission du « grand parti de la classe ouvrière ».

A ajouter à cela un patronat traditionnellement peu à peu sa place à de « jeunes loups » dont les principales préoccupations étaient de réaliser un profit maximal et d'éliminer des entreprises toute présence syndicale. Modernisation, restructuration, concentration furent les maîtres mots des patrons du travail et de la presse, relayés par les différents gouvernements de la V^e République. Citons simplement pour mémoire la liquidation de Néogravure et de Chaix, le conflit du *Parisien libéré*, la prise de contrôle par Hersant du *Figaro*, de *L'Aurore*, de *France-Soir*...

L'arrivée de la gauche au pouvoir pouvait laisser entrevoir quelques espoirs. Las ! Une des premières décisions du PS, après mi-juin 1981, fut de saborder *Combat socialiste*, quotidien lancé quelques mois avant l'élection de François Mitterrand, très vite, on devait se rendre à l'évidence : les nouveaux responsables de l'Etat étaient plus préoccupés par l'audiovisuel et par les nouveaux moyens de communication (télématique, multimédias...), permettant de contrôler et de standardiser l'information, que par la « chose écrite », véhicule de la culture et du pluralisme.

C'est donc dans ce contexte que s'est déroulé le vingt-huitième congrès de la Fédération du livre, marqué par la morosité d'une situation générale sous le signe de l'austérité, par le manque d'analyses des responsables fédéraux, par l'indécision des délégués, par l'absence de perspectives offertes aux adhérents.

Dès le rapport d'ouverture de Jacques Piot, secrétaire général de la FFTL et — faut-il le préciser ? — membre du PCF, le ton était donné : nous sommes dans un processus de changement, tous les moyens sont réunis pour sortir de la crise ; la majorité est composite, ses résultats ne sont ni tout noirs ni tout blancs ; il ne faut pas banaliser les acquis de la gauche pour donner plus de force à nos critiques de certaines positions du gouvernement ; on doit mobiliser les travailleurs pour lutter contre le patronat et prendre en considération le fait que le gouvernement n'est plus un adversaire (comme sous la droite), mais un partenaire ; les médias sont toujours aux mains de la droite et pratiquent la désinformation : ils ont minimisé le 1^{er} Mai unitaire en France pour mettre en avant les manifestations en Pologne, il faut dénoncer l'ingérence dans les affaires de ce pays.

Aux quelques délégués critiquant la politique d'austérité du gouvernement de gauche et réclamant le maintien du pouvoir d'achat, il était répondu que l'on ne pouvait pas demander l'application de l'échelle mobile, celle-ci n'étant pas reconnue légalement (position de Delors), et le secrétaire fédéral devait déclarer : « ... Il est clair que nous ne pouvons nous cantonner exclusivement dans une situation de dénonciation et qu'il faut aller plus loin sur le terrain des propositions, et ceci dans tous les domaines. Ce qui a changé, c'est qu'à présent nous pouvons nous appuyer sur le programme politique qui a recueilli le suffrage majoritaire du peuple de France pour avancer nos solutions propres aux grandes questions de l'heure. »

Nous ne pouvons ici faire un compte rendu exhaustif du congrès de la FFTL ni détailler les nombreuses entorses à la démocratie syndicale qui l'émaillèrent (en particulier le refus de discuter d'une résolution sur la Pologne alors que l'on acceptait de voter une motion pour soutenir les militants iraniens du Toudeh menacés de mort dans leur pays). Les quelques exemples donnés sont suffisants pour démontrer à quel point de déliquescence en est arrivée cette organisation. Quand on sait en outre que ses effectifs ont chuté de plus de 43% entre 1975 et 1982, on peut avoir de sérieux doutes sur l'avenir des ouvriers du livre...

Dans cette situation, les militants libertaires ont une responsabilité toute particulière : attachés à l'unité des travailleurs face au patronat et à l'indépendance du syndicalisme à l'égard de tout gouvernement, ils représentent aujourd'hui, comme au temps de la création de la CGT, la seule force de propositions concrètes pour sortir de l'impasse. La Fédération du livre est une vieille dame malade. C'est en se mobilisant à son chevet qu'on lui rendra la santé.

Pascal Nurnberg

A commission exécutive de la CGT estime que l'inquiétude provoquée par le plan de rigueur parmi les travailleurs s'est traduite par un regain des luttes revendicatives. René Lomet, secrétaire de la CGT, disait entre autre devant la presse mercredi dernier : « Les travailleurs sont inquiets, ils ont de plus en plus le sentiment que, dans la situation, certes difficile, les mesures annoncées par le gouvernement, du moins pour les plus importantes d'entre elles, ne vont pas dans la bonne direction. »

Alors, les travailleurs défendent leur pouvoir d'achat, revendiquent ou font grève. Quelle est l'attitude de la CGT face à ces « regains d'activité des luttes » et « décollage de l'action » ?

En effet, à la Libération, Maurice Thorez nous avait donné son célèbre son de cloche : « La grève, c'est la meilleure arme des trusts ! » C'est-à-dire que sous gouvernement à participation communiste, il ne faut pas faire grève car Marx disait qu'il faut tout sacrifier à la production, facteur déterminant de progrès social...

La réalité de ce phantasme est bien simple : nos étatistes progressistes gèrent le pays au

mieux des intérêts capitalistes et imposent l'austérité aux travailleurs. C'est pourquoi la commission exécutive de la CGT, si elle parle de « progrès du mouvement revendicatif », n'emploie pas le mot grève ! « L'action de la CGT doit se faire partout sur les positions fermes qui sont les siennes », déclare Jacqueline Léonont de

le papier-carton... Sans oublier les travailleurs de l'EDF-GDF dont les acquis semblent maintenant des privilèges exorbitants aux yeux des nouveaux gérants de l'Etat.

Si la commission exécutive de la CGT avait fait une conférence de presse mercredi dernier pour exprimer leurs in-

Une seule fois pourtant Georges Séguy a répondu à un journaliste que ce n'était pas la CGT qui avait décidé d'être « plus grinçante », mais que c'est « une orientation économique plus austère qui provoque des critiques plus affirmées de notre confédération ». Donc (si les mots ont un sens !), ce sont des choses extérieures à elles.

Ce jour-là, la CGT avait appelé à une grève qui fut massivement suivie. Une autre forme d'action aurait-elle été préférée par les instances de la CGT ? On peut se le demander !

A la Libération, las d'avaler les couleuvres, les communistes abandonnèrent le gouvernement. Le prétexte en fut la grève de Renault-Billancourt contre l'austérité. Ils avaient pourtant dans un premier temps tenté de « calmer » les revendications ouvrières. Quel a été l'élément déterminant ? L'intérêt des travailleurs ou les strapontins gouvernementaux ?

Il est possible que le PC, la CGT rentrent bientôt dans une phase dure, rappelant l'époque « classe contre classe » des années vingt. Il est même possible que nous nous retrouvions coude à coude pour défendre ensemble les intérêts et les acquis de la classe ouvrière... Mais il ne s'agit pas, pour nous anarchistes, de suivre une ligne politique parallèle au parlementarisme et à ses élus. Nous n'avons jamais menagé nos critiques au gouvernement, celui-ci ou un autre, car la révolution sociale ne passe pas par la grâce de l'appareil d'Etat, mais par sa destruction.

Jean-Pierre Germain

GEORGES SÉGUY RENTRE EN PISTE !

la CE, sans préciser les modalités de cette action. Quand elle dit : « Il doit être clair que la CGT entend bien jouer pleinement son rôle pour que la voix des travailleurs ne reste pas sans réponse », où place-t-elle réellement le rôle autonome de l'organisation syndicale ? Sur un autre plan, veut-elle canaliser les revendications de la base vers un soutien critique au gouvernement de gauche ou au contraire ouvrir les vannes, prétextant le débordement ? Car du mécontentement, il y en a à la pelle : que ce soit celui exprimé au 62^e congrès des mineurs CGT, comme dans d'autres industries (« sinistrées » sous Giscard et en guère meilleur état aujourd'hui) : la sidérurgie, le livre,

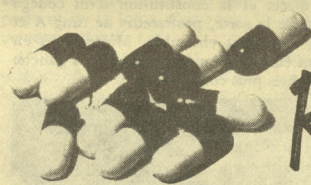
quétudes, le ton avait été donné le lundi 7 juin pour Georges Séguy au micro de *France-Inter*.

On aurait pu croire l'ancien secrétaire de la CGT à la retraite à la retraite, à jamais en dehors de la vie politique, mais au cours de cette émission, il a été le porte-parole d'un avertissement : les socialistes rompent les engagements de 1981. Quelle casquette avait ce soir-là Séguy ? Il semblerait que ce soit celle du PCF, car le flou de phrases du genre : « un certain nombre de mesures nécessitent une riposte des travailleurs sous une forme appropriée » ne permet pas de savoir la structure qui représente le mieux les intérêts des travailleurs.

mêmes qui poussent la CGT à reprendre son rôle de défenseur des travailleurs ; ce n'est pas sa faute à elle ! Nous qui croyions naïvement que la confédération avait sa propre autonomie de pensée et d'action...

La CGT semble aujourd'hui en rester au soutien critique et canalise le mécontentement. Ainsi, quand sept mille dockers montent à Paris pour dénoncer le « détournement de marchandises » vers les ports étrangers, le résultat en est la naissance d'une commission ministérielle ! Quand les acquis des travailleurs d'EDF-GDF sont menacés, le bureau confédéral de la CGT souhaite que le gouvernement « tienne compte de la volonté massivement exprimée par le personnel d'EGF le 31 mai ».

Sécurité Sociale:



Replâtrage...

J'AI eu l'occasion d'écrire, au mois de décembre 1982, dans *La Vie mutualiste* : « Nous voilà donc de nouveau devant le déficit chronique de la Sécurité sociale, qui entraîne, forcément, des mesures gouvernementales pour colmater les brèches... » Et j'ajoutais que les décisions prises alors résorberaient peut-être le déficit en 83, mais que, par la suite, inéluctablement, de nouvelles difficultés financières surgiraient de nouveau. On y est déjà.

Nous sommes donc gratifiés d'un nouveau plan d'économies pour la Sécurité sociale par l'ineffable Bérégovoy, ministre de la « Solidarité » nationale, plan qui va boucher un trou, mais qui, comme les autres, ne résoudra rien.

On est quelque peu atterré de constater que ces gens qui font profession de diriger un pays, qui ont suivi les « grandes écoles », qui sont des « experts », que ces gens recommandent les mêmes erreurs et sont incapables de sortir des sentiers battus. Ainsi, Bérégovoy a eu l'idée d'augmenter la part qui reste à la charge des assurés sociaux (ticket modérateur) pour certains actes chirurgicaux, oubliant qu'un de ses prédécesseurs, Barrot, avait voulu faire quelque chose de ce genre et que cela avait déclenché la colère des mutualistes. Cette fois-ci, la pression exercée par les deux fédérations mutualistes a été telle que le président de la République lui-même contredisait son ministre quatre jours seulement après les déclarations intempestives de ce dernier.

Tout cela n'apparaît pas comme très sérieux et démontre un cafouillage fâcheux dans les sphères ministérielles. La droite peut rigoler et préparer son retour en force avant la fin de la législature. Les manifestations des flics sont là pour prouver que les « forces de l'ordre » ne s'opposeront pas au désordre dans la rue causé par les troupes de la droite. Quant à la classe ouvrière, à part le fait qu'elle a tout à perdre à un retour de Chirac, Giscard et consorts, on ne voit pas très bien comment elle trouverait l'enthousiasme nécessaire pour défendre un gouvernement de gauche qui fait la politique contraire de celle pour laquelle il a été élu.

Le financement de la Sécurité sociale doit être profondément modifié. Depuis longtemps, la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs (FNMT) comme la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) ont fait des propositions. Les cotisations au régime obligatoire de protection sociale ne peuvent plus être assises seulement sur les salaires. Ce procédé se concevait lorsque les entreprises employaient une main-d'œuvre nombreuse. De nos jours, il n'en est plus de même. Des industries entières occupent peu de salariés, mais elles dégagent des plus-values importantes. Elles doivent donc aussi participer au financement, comme le devraient les détenteurs de capitaux qui augmentent leurs richesses par la « rémunération » du capital. Les moyens techniques existent, il suffit de la volonté de les imposer. Et l'on peut dénoncer la carence d'un gouvernement de gauche qui, après deux ans d'exercice du pouvoir, en est réduit au replâtrage incessant et consternant auquel il se livre en matière de protection sociale.

Il y a des gaspillages, et par conséquent des économies à faire ; une économie saine — même libertaire, surtout libertaire — se doit d'éviter les uns et de faire les autres. Ainsi, la gestion des hôpitaux est lourde, extrêmement coûteuse ; elle est à révoquer. De même les prix des médicaments sont fixés de manière incompréhensible. La FNMF a mené une enquête au terme de laquelle elle a constaté qu'entre des médicaments de formes et de dosage identiques, des différences de 20% à 45% existaient ; sans pousser des cocorico nationalistes, il faut tout de même constater qu'un médicament produit dans un laboratoire en France est bien moins cher que le même fabriqué en Allemagne, par exemple, mais que c'est ce dernier qui est prescrit des milliers de fois plus ! Pourquoi ces anomalies ? Parce que les grands laboratoires font une publicité forcée auprès des médecins, parce que les pharmaciens ont intérêt à vendre des produits chers puisque leur rémunération est basée sur un pourcentage du prix des médicaments...

Deux milliards de francs lourds, au moins, pourraient être économisés par an. Mais il est plus

facile de ponctionner 1% d'impôt supplémentaire, de réduire de 70 à 40% le taux de remboursement de 1 257 médicaments, d'instaurer un forfait hospitalier, etc.

Le médicament n'est pas un produit marchand comme les autres, car, selon une formule de la FNMF : « celui qui achète n'est pas celui qui choisit ; celui qui choisit n'est pas celui qui paie ». C'est le médecin qui choisit pour le patient un produit que celui-ci achète mais qu'il ne paie pas, s'il est mutualiste, ou seulement en partie s'il ne l'est pas.

On pourrait parler aussi des médicaments « génériques », ces spécialités dont les brevets sont tombés dans le domaine public et qui sont vendus sous le nom commun de leur principe actif et non sous celui d'une marque de laboratoire. Ils sont bien moins chers, mais ils ne sont pratiquement pas diffusés, parce que les médecins les ignorent trop souvent et que les pharmaciens... voir plus haut ! Il convient de ne pas faire de démagogie ; il est trop facile de rendre les autres responsables de situations difficiles, surtout lorsque l'on n'exerce pas les responsabilités de gestion. C'est un jeu qu'il faut laisser aux politiciens, qui s'y entendent bien.

Cependant, l'affaire du déficit chronique de la Sécurité sociale prouve que jusqu'à présent il n'y a pas eu de volonté réelle de réformer le système. Ce n'est pas étonnant de la part des tenants de la droite qui s'employaient à démanteler le système de protection sociale pour passer les domaines juteux au secteur à but lucratif ; ce n'est plus de la part de socialistes dont c'eût été le devoir d'apporter des réformes fondamentales. Il y a probablement des incompatibilités entre le fait d'être des gérants loyaux du capitalisme et celui d'exclure le système marchand du secteur social.

Pour résumer, rappelons que l'équilibre financier de la Sécurité sociale ne sera atteint que par un nouveau mode de financement, par la remise au secteur de l'économie sociale, notamment, de la production des médicaments, bref, par l'élimination complète du système de profit capitaliste.

André Devriendt

S.O.S. LIEUX DE VIE

AU moyen de la circulaire Dufoix, le pouvoir a engagé un véritable processus de récupération, d'intégration et d'institutionnalisation des lieux de vie ayant refusé jusqu'à présent tout agrément et toute compromission. Le contenu de cette circulaire a déjà été relayé et analysé dans les *Monde libertaire* précédents, je n'insisterais donc pas sur celui-ci si ce n'est que dans les faits celle-ci est un véritable ultimatum : soit l'agrément, soit la mort.

La répression est déjà commencée et le pouvoir, les DDASS, passent à l'action contre les lieux de vie résistant et refusant l'agrément :

- asphyxie financière ;
- fermeture de lieux de vie ;
- lieux de vie en Ariège menacés de retrait des accueillis et de fermeture ;
- en Ardèche : refus de financer le placement d'une jeune contre l'avis de sa mère avec menace de retrait. Les dossiers présentés à l'URSSAF, pour être reconnus travailleurs au pair, sont bloqués ;
- risques pénaux pour les permanents (rapt d'enfants) ;
- abus de contrôles administratifs des DDASS d'implantation qui ne connaissent pas les lieux de vie.

Face à ces pressions, les lieux de vie les moins combattifs ont déjà « craqué » et ont demandé un agrément pour sauvegarder leur existence, croyant maintenir leur accueil par ce biais, mais

s'excluant de fait du CRA qui continue — et il a raison — d'affirmer son refus catégorique de tout agrément. Le nombre des lieux de vie membres du CRA s'amenuise peu à peu : une quinzaine de lieux sont prêts à se battre et ont élaboré une contre-circulaire. D'autre part, le CRA pense qu'en cas d'arrestation, de retrait d'office, une mobilisation locale et collective s'impose et que la presse locale en soit informée. De même, les comités de soutien et associations de parents doivent être informés de toute action de répression.

Il est grand temps de réagir, car si aucune réaction ne se manifeste dans les mois à venir, les lieux de vie libres, anti-institutionnels et non agréments auront disparu : l'alternative en aura pris un grand coup et la manœuvre politique de l'Etat aura atteint son but.

Il s'agit donc de relancer les comités de soutien mis en place lors de l'affaire du Coral, car ceux-ci sont actuellement démobilisés, il faut d'autre part lancer une campagne d'information sur la menace d'intégration ou de disparition des lieux de vie et se préparer à des actions de soutien actif. Quelques lieux de vie du CRA organisent déjà en commun avec le groupe de Toulouse de la Fédération anarchiste une journée d'information avec stands, forums et débats, le 18 juin à Toulouse.

Pierre (groupe de Tours)

LA POLICE AVEC NOUS ?

LE pouvoir socialiste contrôle de moins en moins bien sa police. C'était à prévoir... L'institution policière, armée de l'intérieur, est viscéralement rebelle à toute tentative de « changement ». Mais ce qui est nouveau, ce sont les velléités d'autonomie de certains responsables policiers face au gouvernement du 10 mai qu'ils se refusent à reconnaître.

Certes, les syndicats d'extrême droite, qui ont profité des cérémonies pour les flics tués récemment, sont minoritaires, mais l'attitude du service d'ordre, laissant les manifestants parvenir jusqu'au perron de l'Élysée, laisse présager des lendemains qui déchantent pour les naïfs qui espéraient qu'un gouvernement de gauche changerait la mentalité des forces de l'Ordre (nouveau).

Mauroy a promis qu'il allait sévir... Effectivement, une série de sanctions très sévères (suspensions, mutations...) sont tombées. Comme si ces décisions pouvaient changer quelque chose dans les commissariats...

L'appareil policier, véritable Etat dans l'Etat, n'a jamais eu qu'un seul rôle, une seule fonction : la répression.

Les flics qui hurlent aujourd'hui que les socialistes bafouent leurs libertés syndicales oublient vite qu'ils ont pour mission de matraquer tous ceux qui expriment une revendication dans la rue.

Dès lors, qu'y a-t-il d'étonnant à ce que des policiers, un peu plus zélés que la majorité de leurs collègues, réclament à cor et à cri des moyens toujours plus importants pour écraser toute expression de révolte contre l'ordre social ?

Qu'une fraction de la police utilise à des fins politiques les violences récentes dont ont été victimes des gardiens de la paix et que le fascisme repointe sa sale gueule à l'horizon ne doit laisser personne indifférent. Soit dit en passant, le gouvernement multiplie les occasions pour que l'extrême droite s'agite, vraisemblablement pour réunir aux prochaines élections une gauche moribonde sur le thème « barons la route au fascisme ».

Mais tout cela ne doit pas nous faire tomber dans le panneau qui consiste à trier le bon grain de l'ivraie, les bons flics des mauvais, ceux de gauche et ceux de droite.

Un flic est un flic, et il sert à barrer la route de la révolution sociale, quelle que soit la coloration politique !

Groupe Libertad

A-t-on les moyens de s'offrir une expo universelle en 1989 ?

O n a tendance à oublier que l'idée d'une exposition universelle à Paris est de Marcel Dassault. C'est même sans doute la seule idée que le doyen de l'Assemblée nationale ait exprimée au Palais Bourbon. Mais tonton Marcel proposait l'expo pour l'an 2 000. M. Mitterrand, plus pressé, a fixé l'Expo à Paris en 1989. En même temps, le gouvernement socialiste récupérerait la Révolution de 1789 dont on pouvait commémorer du même coup le deux centième anniversaire.

La dernière Expo universelle à Paris date de 1937. Elle nous a laissé le Trocadéro et les deux musées d'art moderne qui lui sont proches. Celle de 1900 nous a laissé le Grand et le Petit Palais, plus le pont Alexandre III. Celle de 1889 nous a laissé la Tour Eiffel. Chaque Expo universelle est en effet l'occasion de joutes internationales. C'est à qui démontrera qu'il est le plus grand, le plus beau, le plus fort et le plus moderne. Car depuis la première exposition universelle à Londres, en 1851, toutes les expositions universelles ont été des manifestes progressistes et scientistes. Avant tout expositions du commerce et de l'industrie et liées à l'histoire de la civilisation industrielle dont elles se veulent les jalons ostentatoires, les expositions universelles sont aussi une occasion de manifestes architecturaux et de vulgarisation des nouvelles techniques et des nouveaux matériaux. La fonte, le fer, l'acier, les grandes constructions de métal et de verre, ont marqué chaque exposition universelle de la seconde moitié du XIX^e siècle, que ce soit à Londres, à Paris, à Vienne ou à New-York, comme autant d'étapes triomphales des maîtres de forge. Puis, à partir de 1893 à Chicago et de 1900 à Paris, une réaction antimoderniste s'est opérée au profit du décor et du spectacle. Les expositions universelles, depuis la Seconde Guerre mondiale, mêlent la technicité au spectacle, à la fête. Ce sont à la fois des lieux de

prouesses techniques et des foires.

Prendre une option pour une exposition universelle à Paris au moment où la crise économique frappe la France de plein fouet est une gageure. C'est un défi optimiste plutôt sympathique. Mais ce défi n'est valable que s'il peut être tenu et si l'expo qui doit commémorer 1789 est une exposition aussi spectaculaire que celle du centenaire : celle de 1889.

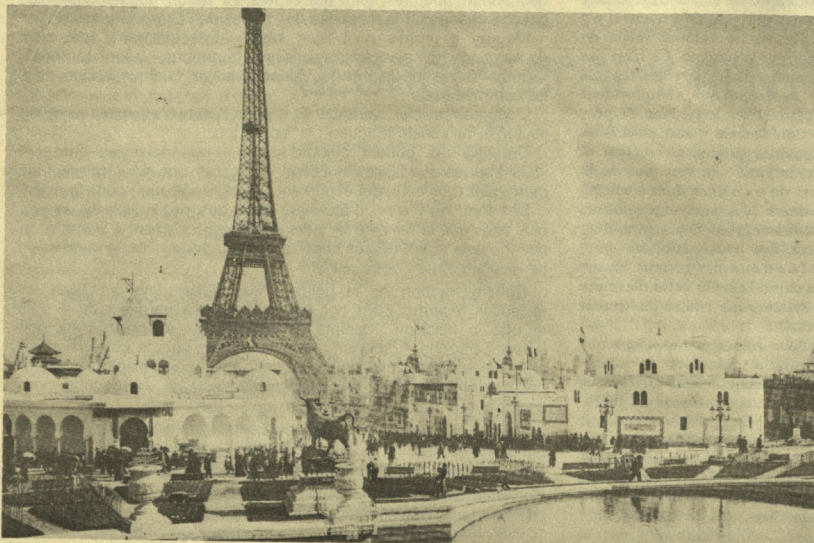
Or, outre que les caisses de l'Etat sont vides et qu'une expo universelle coûte cher, plusieurs signes de mauvais augure pèsent sur ce projet. D'une part le maire de Paris s'ingénie à mettre des bâtons dans les roues du char de l'Etat (jolie image, non ?), puisque les terrains désignés pour l'expo sont des terrains municipaux. D'autre part le maire de Chicago, en dépit de tous les règlements qui imposent dix années entre deux expos universelles (mais la loi du plus fort...) a décidé de faire une expo universelle à Chicago en 1992. Le pays invitant dépense beaucoup, mais les nations invitées ont aussi de lourds frais d'investissements, ne serait-ce que dans la construction de pavillons qui ne sont que provisoires. Dans le contexte économique actuel, quels sont les pays qui assumeront les frais pour deux expos à trois ans d'intervalle et quels sont ceux qui préféreront exposer à Paris plutôt qu'à Chicago ? Les Américains, qui ne font jamais les choses à moitié, ont déjà programmé pour l'automne 83 à Paris toute une suite d'expositions et de publications sur l'architecture de Chicago. Le problème est de démontrer que l'avant-garde de la technologie est toujours aux Etats-Unis, que l'expo de 92 sera avant tout technologique et que Paris peut bien s'offrir une petite expo sur les bords de la Seine, une expo historique sur les fastes de la Révolution et une expo touristique du gay Paris.

Tomber dans ce piège serait ridicule. Mais bien des signes

nous le font craindre. Par exemple l'exiguïté des deux terrains réservés pour l'expo : Issy et Bercy, soit 130 hectares en deux morceaux contre les 400 hectares de l'expo de Osaka en 1970. La mainmise par les architectes post-modernistes et rétro sur les pré-jurys, qui ne font que continuer leur irrésistible ascension (des strapontins dans les ministères au temps de Giscard aux fauteuils socialistes), nous fait craindre que l'expo de 89 soit à la fois passiste et étriquée. Double ridicule.

C'est pourquoi nous pensons que la seule solution de recours est la proposition marginale, le contre-projet d'une équipe animée par les architectes Alexandroff (père et fils). D'abord ceux-ci placent leur projet dans un site du nord-est, près de l'aéroport de Roissy et du terminal du RER, ce qui évite les embouteillages de voitures qu'une expo sur les bords de la Seine ne manquera pas d'apporter. Ensuite, les Alexandroff proposent de reprendre la tradition du gigantesque pavillon unique recouvrant le terrain d'une résille tridimensionnelle de forme circulaire. A cette structure spatiale, qui reprend l'une des idées force de la prospective architecturale, s'ajouterait l'une des autres clefs de l'avenir : l'architecture solaire. Alexandroff, qui est en effet l'un des spécialistes de l'architecture solaire, propose d'établir sur la structure des nappes de photovoltaïques afin que l'exposition, en couvrant par sa propre structure tous ses besoins énergétiques, manifeste la capacité de notre société à se perpétuer par des moyens nouveaux. A cette architecture délibérément d'avant-garde s'ajouterait une réponse au défi technologique : l'éco-technologie. Paris offrirait au monde une fête solaire. Et après l'expo, les photovoltaïques pourraient être offertes au Tiers-Monde où des communautés rurales sont encore pour longtemps privées d'électricité.

Michel Ragon



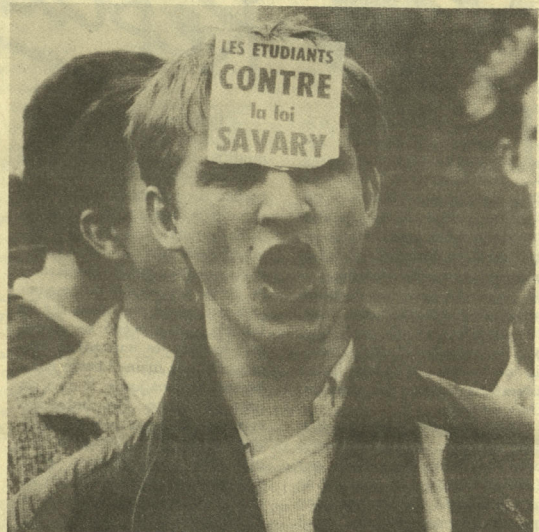
L'exposition internationale de 1900, à Paris.

PROJET SAVARY : UNE LUTTE QUI A FAIT LONG FEU !

APRÈS plus d'un mois et demi de mobilisation étudiante à propos du projet de réforme de l'enseignement supérieur, dit « projet Savary », il est temps de faire le bilan.

Les étudiants exigeaient le report du vote de la loi à la session d'automne : celle-ci est en train d'être examinée à l'Assemblée nationale.

Bien que l'opposition, notamment Alain Madelin, qui est devenu spécialiste à ce jeu, dépose amendements sur amendements, le projet est bel et bien en train de passer. Un des chevaux de bataille de la droite était la composition des conseils d'université (instance décisionnelle au sein des facultés). Le projet prévoyait l'élection des membres du conseil au suffrage direct et la constitution d'un collège électoral unique d'enseignants. De la sorte, professeurs de rang A et maîtres-assistants et assistants voteraient ensemble. Majoritaires en nombre, ces derniers pourraient élire des représentants plus à gauche et évincer les « mandarins », réputés plus conservateurs.



De la même manière, le personnel ATOS (administratif) vote à gauche et les deux UNEF sont largement représentées au sein du monde étudiant.

On comprend que l'opposition s'insurge face à ce qu'elle appelle la « maimise des marxistes » sur l'université. A des fins d'apaisement, notamment en direction des grévistes, les articles 20 et 36 de la loi prévoient que : « chaque grand secteur aura une équitable représentation ». Par ailleurs, les universités sont maintenant obligées de prêter des locaux aux groupements politiques et syndicaux, alors qu'il ne s'agissait avant que de « possibilités de prêts ».

L'Assemblée a décidé également (article 49) d'accroître l'aide aux étudiants selon un barème de ressources, afin d'augmenter les chances d'accéder à l'enseignement supérieur pour le plus grand nombre. L'opposition, au contraire, demandait une aide « personnalisée ». D'autre part, (article 51 de la loi les contrats à « durée indéterminée » sont désormais interdits, supprimant de fait les emplois de vacataires. Tous les assistants seront donc titularisés, et quatre catégories d'enseignants seront habilitées à assurer la formation initiale et continue : les enseignants chercheurs, appartenant à l'enseignement supérieur ; d'autres enseignants ayant également la qualité de fonctionnaires ; les enseignants associés ou invités ; les chargés d'enseignement.

On le voit, malgré le « rush » de l'opposition et malgré ses nombreux amendements, le gouvernement a peu ou pas cédé sur le projet Savary. Mais, ferme ici, le pouvoir est faible là : face à la mobilisation générale du monde médical, il a satisfait la plupart des revendications avancées.

C'est là une des nombreuses contradictions du pouvoir socialiste. Il peut se permettre de ne pas céder à une masse étudiante manipulée et divisée sans prise réelle sur le monde du travail. Mais, faute de s'en être donné les moyens, il plie devant une corporation organisée, ayant un pouvoir certain, notamment celui d'accroître le déficit de la Sécurité sociale en faisant grève.

Colette

Voici un premier feuillet du nouveau catalogue de la librairie du Monde libertaire. Il sera composé de trois feuillets répartis, comme il se doit, sur trois *Monde libertaire*. Mettez donc de côté celui-ci et attendez les deux prochains numéros afin de le compléter. Le dernier numéro comprendra une notice de montage.

LES SALARIÉS AGRICOLES

C' EST la catégorie sociale la plus défavorisée, non seulement de l'agriculture, mais de tous les secteurs économiques. Défavorisée dans les conditions et le temps de travail, les salaires et l'isolement, isolement qui a souvent empêché les salariés de se regrouper pour lutter. Les ouvriers agricoles ont une situation plus dure que les ouvriers de l'industrie, dans la mesure où ils n'ont pas bénéficié des apports et de la force d'un mouvement collectif.

L'ouvrier agricole est isolé d'abord géographiquement, mais aussi face à son patron, surtout dans les exploitations familiales. La mentalité du milieu et les difficultés souvent réelles des petites et moyennes exploitations ont fait que pendant longtemps l'absence de salaire était « compensée » par des avantages en nature (logement, nourriture). Le SMAG (salaire minimum agricole) n'a été aligné sur le SMIG qu'en 1968. Mais il ne l'a pas été partout, les conventions collectives n'étant pas les mêmes ou n'existant pas dans tous les départements. Il existe donc encore des ouvriers agricoles ne touchant qu'un faible salaire avec avantages en nature.

Il est vrai que la situation des patrons agricoles est ambiguë et complexe. Le petit ou moyen paysan voit souvent avec rancœur l'obligation de verser un salaire minimal à son ouvrier, alors que lui-même n'a pas un revenu net équivalent. Ce qui n'excuse rien, même si cela aboutit parfois à un consensus

entre patron et ouvrier. C'est surtout dans les grandes exploitations employant plusieurs salariés que les conflits ont pu éclater.

Le temps de travail reste très élevé. Il est officiellement aligné sur celui des autres secteurs depuis 1974, mais là encore comme il n'y a pas harmonisation des conventions collectives, tous les abus sont possibles. Il faut noter aussi que ces conventions ne sont possibles que si le patron fait partie d'un syndicat adhérent au CNPF (ex. : la FNSEA) ; mais de toute manière, elles ne sont pas forcément respectées.

Quant aux conditions de travail, elles sont très pénibles. Les taux d'accidents sont plus élevés que dans l'industrie. Là encore il faut démythifier le thème de la « vie saine » à la campagne. Le travail agricole est aussi pénible que n'importe quel autre travail manuel, et la motorisation, l'emploi systématique de produits chimiques ne font qu'accentuer accidents et maladies.

L'exode rural a touché en premier lieu les salariés, essentiellement les salariés permanents. Du fait des conditions économiques et du coût des charges sociales, les agriculteurs emploient de plus en plus une main-d'œuvre saisonnière, en majorité immigrée, ou s'appuient sur le travail non rémunéré de la femme ou de la famille.

La main-d'œuvre immigrée saisonnière, ici comme dans d'autres secteurs, est encore au bas de l'échelle par rapport aux salariés permanents. Logée

dans des conditions aussi scandaleuses qu'en ville, elle ne dispose que d'un statut précaire. Il faut aussi dénoncer ici le véritable racket organisé par des cheffillons de groupes d'immigrés, ayant parfois assuré leur passage en fraude et venant ramasser, à la fin des vendanges ou des foins, la moitié sinon plus de la paye de leurs « camarades », sous l'œil « neutre » du patron !

Cela dit, il ne faudrait pas trop noircir le tableau dans la mesure où des luttes existent, où l'action syndicale se poursuit, même si elle est plus réprimée qu'ailleurs. Mais ce n'est pas parce que les syndicats des salariés agricoles (CGT, CFDT) ont siégé devant Edith Cresson aux côtés des syndicats de leurs patrons, que les problèmes vont être résolus pour autant !

En fait, le salariat agricole est un salariat en voie de disparition, l'essentiel du travail étant assuré à 90% par les exploitants et leurs familles. Par conséquent, il apparaît que la lutte des salariés aura sans doute plus de force lorsque les agriculteurs eux-mêmes auront tranché sur leur position ambiguë ; si certains se situent toujours comme chefs d'entreprise, et donc comme exploitants, d'autres se définiront peut-être comme travailleurs agricoles, engendrant alors, on peut l'espérer, un mouvement de fond contre le capitalisme et l'Etat, où les salariés devront trouver leur place.

Anne Chauvin (FA Albi)

D ES militants agriculteurs de la Fédération anarchiste et des sympathisants se sont associés afin d'analyser l'évolution de l'agriculture et de la paysannerie. Dans *Le Monde libertaire*, durant quelques numéros, ces études paraîtront successivement, qui porteront sur le problème foncier, l'historique du syndicalisme agricole, la situation de l'agriculture biologique et sur l'évolution de l'agriculture.

Quelques chiffres sur le salariat agricole

- **Population active dans les exploitations :**
 - dans la catégorie des actifs familiaux (dont CE) : 90% en 1963 ; 92% en 1974 ;
 - dans la catégorie des salariés permanents : 10% en 1963 ; 8% en 1975.
- **Durée hebdomadaire moyenne de travail en 1975 pour les catégories socio-professionnelles suivantes :**
 - salariés agricoles : 49,2 heures ;
 - ouvriers spécialisés : 44 heures ;
 - ouvriers qualifiés : 44,6 heures ;
 - manœuvres : 43 heures ;
 - employés de bureau : 41,7 heures ;
- **Accidents mortels en 1975 (par rapport aux millions d'heures travaillées), dans les secteurs suivants :**
 - régime général : 0,08 (dont métallurgie : 0,05 et travaux publics : 0,19) ;
 - régime agricole : 0,15 (dont salariés : 0,19).
- **Disparité du revenu disponible en 1970 dans les catégories suivantes (base 100 en 1970 — indice calculé sur le revenu après impôt, par personne) :**
 - cadres supérieurs : 166 ;
 - employés : 91 ;
 - agriculteurs (CE) : 88 ;
 - ouvriers : 70 ;
 - salariés agricoles : 54 ;
- **Part des étrangers dans les salariés :**
 - en 1954 : 10,2% ;
 - en 1962 : 11,1% ;
 - en 1968 : 13,7% ;
 - en 1975 : 18,5% ;
- **Evolution de la population active agricole dans les catégories suivantes :**
 - chefs d'exploitation : — 1,7% en 1954-66, — 3% en 1962-68, — 2,8% en 1968-75 ;
 - aides familiaux (dont femmes) : — 4,9% en 1954-62, — 4% en 1962-68, — 10,2% en 1968-75 ;
 - salariés : — 4,2% en 1954-62, — 5,6% en 1962-68, — 6,1% en 1968-75.

LE SYNDICALISME AGRICOLE

Les dirigeants syndicalistes

Nous avons vu que sous la IV^e République le syndicalisme agricole fut dirigé et encadré par des ducs et des marquis, puis par des ministres et futurs ministres.

Les élites syndicales qui leur succédèrent sous la IV^e République étaient issues de la corporation paysanne pétainiste ; puis, avec l'avènement de la V^e République, les anciens de la JAC (Jeunesse agricole chrétienne), représentant surtout des exploitations de moyenne importance, investirent les postes clés.

Un dirigeant de la FNSEA, Debatisse, fut ensuite ministre sous Giscard (lequel Debatisse s'est encore distingué lors du conflit social dans les usines du groupe Riches Monts [produits laitiers], dont il est président en envoyant les paysans fournisseurs contre ses ouvriers grévistes).

Syndicalistes et politique

Dans cette organisation aux archives incertaines, dans ce monde aux traditions orales, qui témoignent une méfiance pour les documents écrits, il est malaisé de connaître le travail effectué, les problèmes abordés. Les facteurs personnels jouent un rôle considérable ; les agri-

culteurs jugent le syndicat à travers la personnalité et le comportement de ses principaux dirigeants, sur leur efficacité à décrocher telle ou telle prime.

Les défenseurs des intérêts paysans se sont alors faits « collaborateurs » des dirigeants (cogestion), « quémandeurs » d'assistance quasi permanente. Les syndicats se sont mis à travailler pour eux-mêmes et non plus pour les intérêts de leurs adhérents.

La plupart des paysans, parce qu'ils paient leurs cotisations, croient qu'ils vont être défendus, donc qu'ils n'ont pas besoin de se défendre eux-mêmes puisqu'on le fait à leur place.

Ils ont perdu l'habitude de décider de tout ce qui les concerne ; il s'en remettent (avec confiance ou non) entre les mains de politiciens et syndicalistes qui parfois se confondent.

La FNSEA n'est finalement pas autre chose qu'une organisation dominée par un petit groupe, contribuant à l'aliénation et à la démoralisation des petits paysans. Et grâce à ses différentes organisations, la FNSEA maintient son hégémonie sur une grande partie de la paysannerie.

L'intégration du syndicalisme agricole comme rouage de la politique agricole est l'un des résultats de l'action menée depuis les années soixante en mai 81, années durant lesquelles la politique agricole se décidait entre les syndicats et Matignon.

Le syndicat — et plus encore depuis l'élection de Mitterrand —, par sa structure, sa nature, sa fonction, implique une intégration accrue au développement du système et à l'adaptation de celui-ci. Pour l'Etat, le syndicat doit être une structure représentative, donc fortement hiérarchisée, un partenaire responsable lors des négociations. Ce n'est pas pour rien que l'Etat reconnaît juridiquement le syndicat et assure la formation de ses cadres, par le biais de journées payées et le versement de sommes d'argent importantes.

Cela conduit à un mode d'organisation dans lequel un corps de spécialistes, fondé sur le carriérisme, une bureaucratie, est chargé de contrôler les paysans, de les réduire à la passivité, dont ils ne doivent sortir que sur ordre de la hiérarchie.

Jean Sicard (agriculteur)
(Liaison FA Sud-Aveyron)

UNE CURIOSITÉ : LES COTISATIONS DE LA F.N.S.E.A.

Comme pour tout syndicat, les recettes proviennent :

- a) des cotisations syndicales, payées par le chef d'exploitation, ce qui entraîne l'adhésion de l'agriculteur au syndicat, mais aussi celui de sa femme et de tous les enfants majeurs travaillant sur l'exploitation ;
- b) des cotisations économiques, calculées en fonction du revenu cadastral, puis multipliées par la surface de l'exploitation. Ces cotisations représentent des ressources plus importantes (70% contre 30% pour les premières) ;
- c) des subventions de l'Etat, mais qui n'apparaissent pas dans les comptes de gestion ; elles sont utilisées par les diverses associations et syndicats constituant la FNSEA.

Mais aussi une partie non négligeable des rentrées d'argent, de la FNSEA et des fédérations départementales, provient de cotisations « forcées », prélevées automatiquement sur les livraisons de produits agricoles de tous les producteurs. Pour en obtenir le remboursement, il faut en faire

la demande écrite... Et d'abord, il faut s'en rendre compte !...

Ainsi, les agriculteurs cotisent malgré eux à une organisation syndicale... « En effet, depuis plusieurs années, la FNSEA passe des conventions avec des entreprises privées et coopératives, de commercialisation de produits agricoles. Ces conventions, signées au nom de tous les producteurs, le sont la plupart du temps sans consultation ni bien sûr accord des paysans concernés. Cette pratique est illégale. » (*Travailleurs-Paysans* n° 12).

La FNSEA touche en outre de l'argent au titre de l'ANDA d'UniGrain, entre autres... En 1979, la FNSEA aurait ainsi encaissé 860 millions de centimes par le biais de la promotion collective et l'ANDA, le CNJA, un milliard 269 millions de centimes des mêmes sources, et l'IFOCAP (structure annexe de formation FNSEA-CNJA) 356 millions.

Le dossier serait actuellement sur le bureau du ministre...

Jean Sicard

Conseil européen à Stuttgart :

Pacte pour l'emploi :
le miroir aux alouettes

LE 4 mai 1983, à Stuttgart (RFA), 60 000 à 80 000 personnes sont venues manifester à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES) (1). Les syndicats entendaient ainsi protester contre la montée inquiétante du chômage en Europe. « Notre droit : travail pour tous ! », pouvait-on lire en plusieurs langues sur des milliers de calicots. « Mieux vaut travailler 35 heures qu'être chômeur 40 heures », disait un slogan de la confédération allemande DGB.

1) *Réduction du temps de travail* : C'est une des voies à suivre pour tenter de mettre fin à la situation dramatique de l'emploi en Europe, qui compte vingt millions de chômeurs dont 12,1 millions dans la CEE. La réduction du temps de travail est devenue la revendication prioritaire de la plupart des syndicats européens et de la CES pour répondre aux problèmes de l'emploi et à de nouvelles conditions de vie et de travail. Cette réduction doit être considérée comme un élément d'une politique de relance économique globale. Ernst Breit, président du DGB et le Belge Debunne, au nom de la CES, ont exigé « une politique d'investissement d'au moins 1% du produit intérieur brut », avec la réduction importante de la durée de travail.

Actuellement, trois pays (la Belgique, les Pays-Bas et la France) forment un front important sur cette question, et l'évolution en RFA sera un élément vital puisque les syndicats allemands ont fait des « 35 heures » un objectif central.

2) *La parole est au Conseil européen* : Le Conseil européen devait initialement se réunir le 4 juin à Stuttgart (date retenue pour la manifestation de la CES), mais cette réunion a été repoussée au 18 juin. Quelle sera sa réaction ? Quels seront les remèdes qu'il propose ?

En fait, au niveau européen, le patronat invoque la compétitivité des entreprises pour refuser toute mesure de réduction du temps de travail. En décembre 1982, le Comité de liaison d'employeurs (CNEF européen) a publié un mémorandum sur la réduction et la réorganisation du temps de travail, et s'est fermement opposé à toute mesure européenne sur la durée du travail. Car le patronat craint qu'à l'occasion d'une réduction du temps de travail, il y ait une intervention et un pouvoir de décision accrues des syndicats sur l'organisation du travail et la gestion des entreprises.

Néanmoins, une action communautaire sera mise sur pied par les chefs de gouvernement européens. Un arsenal de mesures est prévu pour enrayer le chômage :

a) *lutte contre le chômage* : Cette lutte consisterait à :

- utiliser un fonds social pour lequel dix milliards de francs sont inscrits au budget 83. Ce fonds devrait permettre notamment la mise en œuvre de contrats de formation professionnelle pour tous les jeunes de la CEE ;
- réduire le temps de travail journalier, réduction qui devrait prendre un caractère obligatoire et communautaire, mais on sait que le principe en est vivement discuté ;
- faire un effort en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) qui occupent en Europe trente millions de personnes, soit plus de la moitié de la population active. Le Parlement a d'ailleurs décidé de faire de 1983 l'année des PME. Il s'agit, bien entendu, d'aides gouvernementales avec tout ce qu'elles sous-entendent (allègements fiscaux...);

b) *développement du marché intérieur* : C'est-à-dire, selon M. Genscher, ministre des Affaires étrangères en RFA et président du Conseil européen, de « préserver le potentiel de croissance inhérent au libre échange à l'intérieur de la CEE ». La France ne partage pas cette position ;

c) *un pacte européen pour l'emploi* : Chaque pays devrait consacrer 1% de son produit national brut à des investissements communs, notamment dans le secteur des technologies nouvelles (ex. : création d'un marché européen de la micro-électronique) et réduire la dépendance de la Communauté à l'égard des énergies importées. Le renforcement de la structure économique se fera également par une coopération monétaire, c'est-à-dire un assainissement de la situation monétaire par le renforcement du Serpent monétaire européen (SME)

3) *En conclusion* : Le 18 juin, le Conseil de l'Europe sera donc amené à se prononcer sur des mesures anti-chômage. Elles seront ce qu'elles seront, mais, à notre avis, elles ne résoudre pas les problèmes, car la crise ne relève plus du remède miracle que les parlementaires de gauche ou de droite voudraient inventer pour la juguler, mais du régime économique qui l'engendre. Les méthodes employées seront les mêmes, ne pourront être que les mêmes, dans la mesure où l'on refuse de faire sauter les verrous que sont la répartition hiérarchisée du revenu national, la nature de l'échange basée sur le profit, le caractère de la production orientée, non pas dans le sens des besoins, mais dans celui des intérêts du capital.

Martine (liaison Bas-Rhin)

(1) La CES rassemble 34 syndicats européens d'obédience non communiste. Pour la France : CFDT et FO.

LA DICTATURE AU CHILI

COMME tout nouveau modèle expérimental le Chili souffre aujourd'hui des conséquences d'une politique économique qui l'a amené à détruire le potentiel productif industriel du pays. Dans son objectif de mettre toute la production dans les mains du capitalisme privé, la dictature a oublié que le Chili a toujours été un pays où l'industrialisation fut promue par l'Etat, les entreprises les plus productives étant toujours appuyées techniquement et économiquement par l'Etat.

C'est une des raisons du pourquoi du désastre économique et productif. Mais la dictature a aussi élaboré tout un système politique, social, qui a détruit le système de Sécurité sociale des travailleurs chiliens. Une nouvelle « Constitution » ayant été faite spécialement pour le schéma politico-social.

La dictature a détruit le mouvement social en interdisant la CUT, emprisonnant ses dirigeants ou les faisant disparaître. Et, en 1980, la dictature imposa par décret un nouveau code du travail qui atomisait les syndicats.

Durant la dictature chilienne existent des éléments qui nous permettent de comprendre que les idéologues qui étaient derrière Pinochet sont des hommes d'une intelligence parcellaire ; l'atomisation de la société chilienne a donc été un succès.

Par rapport à l'éducation, le régime a habilement impulsé une réforme de la structure éducative. Au Chili existait un ministère de l'Éducation. Aujourd'hui, il n'est plus, car tout est entre les mains des municipalités. 5 156 établissements scolaires sont passés aux mains des municipaux. Tout le pouvoir de contrôle de l'éducation appartient aux éléments jeunes du régime militaire (1 500 000 élèves et 50 000 professeurs : 68% du total national).

Dans les municipalités a aussi été créée une infrastructure pour offrir l'aide médicale aux pauvres. C'est-à-dire que le système de Sécurité sociale a été détruit, tout étant transmis au secteur privé, selon le modèle américain. Le système d'aide médicale gratuite est animé par de jeunes médecins qui appuient le régime et mènent un prosélytisme modèle Pinochet.

Il existe aussi, dans les municipalités, des officines de recherche d'emploi, ANPE modèle Pinochet. C'est-à-dire que le régime a construit dans chaque commune une infrastructure qui lui permet de développer toute une série d'activités contrôlées par le régime et son appareil. Ce sont : le secrétariat de la Femme, le secrétariat de la Jeunesse, le secrétariat des Corporations, etc. Tout ceci fonctionne au niveau communal. Ce prosélytisme typique des régimes totalitaires a fonctionné au Chili à la perfection.

Comme le dénonçait une nouvelle organisation syndicale (la Commission de rénovation syndicale) dans un de ses documents : « Le régime a besoin de ce travail communal pour consolider son pouvoir à la base, considérant qu'après cette sorte de « période transitoire », un



Parlement se formera, et, en prévision, il faut former des partis politiques au service du régime. Les jeunes acadés et activistes politiques officiels qui contrôlent le travail communal seront les futurs candidats du parti de Pinochet. En conséquence, l'avancée du pouvoir du régime et du système capitaliste est chaque jour plus dangereuse. »

Continuant son analyse, l'organisation syndicale poursuit : « Face à cette nouvelle réalité dont souffre notre peuple, ni les partis politiques ni les structures syndicales traditionnelles n'ont eu de réponse alternative cohérente, capable d'unifier les Chiliens pour changer cette situation d'oppression et de domination. »

En conclusion, le régime de Pinochet travaille pour le futur. Si on analyse avec sérieux les années de dictature, il faut constater qu'au Chili on applique une destruction systématique de l'infrastructure productive dont dispose le pays, pour mettre tout dans les mains du capital privé. Ainsi se créent les conditions nécessaires au régime : une armée de désœuvrés, la perte du pouvoir d'achat, la baisse des salaires et une inflation galopante pour détruire les conditions économiques et sociales favorables aux syndicats. C'est-à-dire détruire ce qui reste des cinquante années de lutte syndicale. Détruire le système de Sécurité sociale gratuite dont bénéficiaient les travailleurs et leurs familles. Changer la structure du système éducatif, créant les conditions pour un prosélytisme du régime.

Celui-ci n'a pas rencontré une véritable opposition dans toutes ces années où il a imposé son système politique et économique.

Mais un problème économique grave se pose au Chili. Ce pays au moment de la prise de pouvoir de Pinochet avait une dette extérieure de 2 700 millions de dollars. En 1982, elle était de 17 300, aujourd'hui de 18 000.

Les manifestations qui ont eu lieu dernièrement au Chili, spécialement le 11 mai, ont montré un mécontentement, mais ne peuvent pas encore mettre le

régime de Pinochet en péril.

En 1981, la revue chilienne *Analisis* publia un compte rendu sur la situation industrielle et économique chilienne, quand la crise commençait à atteindre un point culminant.

Il n'existe plus aujourd'hui au Chili un institut de statistiques ; les informations de la revue *Analisis* sont une compilation de publications du régime : *Tercera de la Hora*, *Ultimas Noticias*, tout comme *El Mercurio*.

Entre 81 et 82, au Chili, 483 entreprises de différents secteurs firent faillite. Parmi celles-ci on pouvait remarquer de grandes entreprises de plus de quarante ans d'existence.

Les textiles, les laboratoires chimiques, les industries plastiques, le bois, les mines de charbon, de cuivre, l'exportation de fruits, tous ces secteurs vont mal, sans oublier les milliers de travailleurs licenciés massivement des banques, de l'administration publique, etc.

Depuis le début de la période 82-83, 968 entreprises ont fait faillite et la crise atteint des secteurs économiques qui jusque-là soutenaient le régime. Maintenant, ils se rallient à l'opposition.

La droite traditionnelle intègre l'opposition à côté de la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste (en partie), le Parti communiste et ce qui reste du MIR proposent la lutte armée.

Mais la dictature chilienne continue, s'imposant par la terreur et cherchant de l'argent à l'étranger.

Une chose est sûre, le régime de Pinochet ne craint pas l'opposition des partis politiques, mais elle craint les mouvements de base comme elle l'a montré après la manifestation du 11 mai.

En effet, la répression s'est surtout exercée sur les secteurs les plus pauvres, les marginaux et les représentants syndicaux indépendants. Les partis politiques ne sont pas un rival sérieux pour la dictature. Nous l'analyserons prochainement.

Grupo Pedro Nolasco Arratia
(travailleurs libertaires chiliens en exil)

OBJECTION ET « AUTHENTIQUE » SERVICE CIVIL

EN Suisse, démocratie modèle, l'objection de conscience n'est pas un droit reconnu. Les objecteurs sont donc enfermés comme des droits communs.

Pourtant, le nombre d'objecteurs de conscience augmente. En 1982, il y a eu 79 condamnations, contre 593 en 1981 et 354 en 1980. Les objecteurs sont partagés par la justice militaire en « bons » et « mauvais ». Les bons, ce sont bien entendu les chrétiens et assimilés, ceux qui font la différence entre le bien et le mal. Les mauvais, ce sont les politiques, ceux qui font la différence entre le juste et le faux. Les chrétiens bénéficient évidemment de plus de mansuétude de la part de la justice militaire... Leurs peines sont moins longues (les six mois et plus, c'est pour les politiques) et les conditions de détention sont plus souples. Cependant, la tendance actuelle des militaires est de considérer de plus en plus les objecteurs comme des politiques. Ils ne sont donc plus objecteurs, mais réfractaires. Ainsi le nombre d'objecteurs est passé de 219 en 81 à 230 en 82 et celui de réfractaires de 374 en 81 à 499 en 82.

Passons sur les différentes magouilles de la justice militaire

pour dissuader les objecteurs et réfractaires (comme par exemple de les condamner sans exclusion de l'armée, ce qui permet un ou deux ans plus tard de refaire un procès et de supprimer l'éventuel sursis) pour parler du service civil.

Il y a quelques années, un « comité pour un authentique service civil » s'est constitué. Son but : faire reconnaître un service civil « authentique » basé sur la preuve par l'acte qui permettrait aux objecteurs (on ne parle pas tellement des réfractaires) de ne pas faire d'armée tout en prouvant leur attachement à la société helvétique et à la notion de service, et tout en contribuant à construire la Paix.

La durée du service civil serait d'une fois et demi celui du service militaire refusé. Ainsi, le soldat suisse sert la patrie pendant une année, et le civil servirait la patrie et la Paix pendant dix-huit mois. Quel beau sacrifice !... S'ils ne gagnent pas le paradis après ça !

Cette initiative est combattue par la population patriotique et traditionaliste de droite, qui voit là une intolérable atteinte à notre sécurité nationale et au devoir de servir. Les gens de gauche sont plutôt favorables

à ce service civil qui réglerait partiellement le problème de l'objection sans remettre en cause l'institution militaire.

Les milieux d'objecteurs, non-violents, réfractaires, antimilitaristes, etc. sont partagés. Une nette majorité cependant soutient cette initiative en prétendant qu'elle vaut mieux malgré tout que le statu quo. Une minorité la rejette parce qu'elle ménage trop l'institution militaire, parce qu'elle privilégie la notion de servir, parce qu'elle pénalise d'une certaine manière les civils quant à la durée du service, parce qu'en cas d'acceptation, il en serait terminé pour longtemps des revendications contre l'armée, et également pour des raisons « syndicales » (le service civil risquerait de fournir à l'Etat et à de bonnes institutions de la main d'œuvre bon marché).

L'armée jouit d'un immense prestige auprès de la population suisse (voir ML 477). L'action antimilitariste passe aujourd'hui par l'information sur les véritables motivations de toutes armées, chien de garde de l'Etat. A cet égard, le refus de servir des réfractaires s'inscrit dans une perspective libertaire.

RÉPRESSION EN ITALIE

IL n'y a qu'en Pologne ou en Amérique latine que la liberté d'expression n'est pas respectée. La répression contre toute forme de pensée et d'action non conforme à la ligne officielle du pouvoir existe aussi dans l'Italie démocratique.

Dans la nuit du 6 mai, à Casolè Bruzio (province de Cosenza, Calabre), Gianni Ceravolo et Marisa Amendolia sont arrêtés. Les carabinieri perquisitionnent la pizzeria autogérée où travaille Gianni, ainsi que leurs domiciles respectifs. Simultanément, à Siderno (province de Reggio Calabria), quatre autres personnes sont arrêtées. Un septième inculpé n'a pu être retrouvé (en réalité, il habite depuis des années au Canada).

Le motif des arrestations est le suivant : « Instigation à l'insurrection armée contre le pouvoir de l'Etat » et « association subversive ».

Et tout cela pour une affiche collée sur les murs de Siderno en février-mars 1982, pendant la campagne nationale pour la libération de Monica Giorgi, mise en liberté en avril 1982 par manque de preuves.

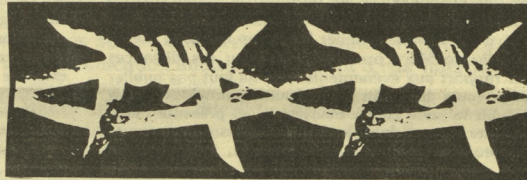
Ces accusations absurdes n'ont pas d'autre objectif que de porter un coup au mouvement libertaire calabrais au moment où celui-ci se réorganise, où il participe à de nombreuses luttes : antimilitarisme, opposition aux missiles de Comiso, campagne pour l'abstentionnisme, problèmes locaux...

En cette période préélectorale, la grande peur des partis est l'abstentionnisme (un taux important d'abstentions est prévu). Les anarchistes ne peuvent donc que gêner.

Le juge qui les a inculpés est adhérent au PC italien. Aucun parti, même soi-disant de gauche et défenseur des libertés, n'a pris position sur ces cas d'atteinte à la liberté d'expression.

Une semaine après les inculpations, cinq ou six détenus ont été remis en liberté provisoire, pour ensuite être lavés de toute accusation.

Un seul reste en prison : Gianni Ceravolo. Combien de mois devra-t-il attendre son procès dans une cellule ? Monica Giorgi, elle, a attendu plus d'un an. Il y a quelques années, des militants d'« Autonomia Operaia » eux aussi étaient restés plus d'un an en prison pour ensuite être relâchés après le procès, faute de preuve. Cela s'est aussi passé à Consenza, Calabre, l'un d'eux étant mort durant sa détention.



Ph. L.

LE CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHES SUR L'ANARCHISME

SEUR deux personnes qui entrent au CIRA, l'une dira : — Oh là là, il faudrait rester dix ans pour tout lire ! et l'autre : — C'est tout ce que vous avez ?

A la fondation du CIRA, voici 25 ans, son ambition était de tout recueillir : livres, brochures, périodiques, archives, pour contenir la mémoire du mouvement anarchiste. C'était peut-être alors chose concevable. En tout cas, pendant les premières années, le CIRA a accueilli des fonds qui sans lui se seraient dispersés ou vendus, il a peu à peu constitué un lieu fiable de conservation et de diffusion des publications anarchistes ou sur l'anarchisme.

Nous essayons de recevoir et de conserver ce que publient tous les courants de l'anarchisme, sans privilèges ni censure, et ce qui se publie sur l'anarchisme. Le CIRA veut être au service du mouvement, sans prendre parti en tant que tel. (Il a aussi beaucoup de mauvais livres...)

— Pourtant vous n'avez pas tout ?

Bien sûr que non. D'abord nous n'achetons rien, faute d'argent ; les éditeurs et auteurs nous envoient ce qu'ils font, par amitié, par échange avec notre bulletin, ou en service de presse. Ensuite, nous ne recevons pas tout. Hélas, il y a des lecteurs qui ne rendent pas les livres empruntés.

Alors, pas moyen de mettre la main sur tel ou tel titre ?

Si. Si. D'abord, depuis 68, l'anarchisme a été dans la rue et dans les vitrines des libraires, donc aussi dans les bibliothèques publiques. Et puis nous ne sommes pas seuls : le grand ancêtre, l'Institut d'Amsterdam, dont le fonds anarchiste s'est constitué à partir des collections de Max Nettlau, n'a cessé de l'enrichir et de le compléter. Ensuite il existe un réseau de centres de documentation libertaires réunis depuis

quelques années dans une fédération et se spécialisant sur une région, une langue, un aspect de l'anarchisme. Enfin, nous essayons de répertorier les collections privées, les fonds spécialisés de bibliothèques ailleurs, etc.

— Pas toujours facile d'aller à Genève, Amsterdam ou au Japon !

C'est pour cela que nous prêtons à l'extérieur, dans le monde entier, à ceux qui paient la carte de lecteur (vingt-cinq francs suisses par an) et permettent qu'ils savent faire un paquet-poste !

— Alors, il suffit que je vous écrive que je m'intéresse à la guerre d'Espagne, à la science-fiction ou à l'anarchisme chinois, et vous m'envoyez des bouquins ?

Pas si vite ! Dis-nous quelles langues tu lis (le CIRA a des textes dans quelque vingt-cinq langues différentes), ce que tu sais déjà de la question, si tu fais un doctorat ou un article, etc. Sur certains grands sujets, nous avons des bibliographies répertoriant tout ce que possède le CIRA ; sur d'autres thèmes, nous savons indiquer les trois livres de base qui ont, eux, une bibliographie raisonnée. Nous mettons aussi en contact les chercheurs les uns avec les autres : depuis le temps que le CIRA existe, il a peu à peu constitué un répertoire de « spécialistes », de ressources, avec la collaboration d'autres centres. Nous ne prétendons pas connaître tout le monde, mais nous pouvons te brancher sur un réseau.

— Il faudrait mettre tout ça sur ordinateur.

C'est une chose à laquelle nous pensons. Mais il faudrait entre autres des sous ; or, nous fonctionnons avec très peu d'argent : les cotisations et dons des lecteurs paient le loyer, les timbres un minimum d'équipement. Depuis un an, une bibliothécaire permanente relaie les bénévoles qui n'arrivaient plus à assurer les services aux lecteurs et au mouvement. Professionna-

lisme et permanence, deux choses indispensables pour une bibliothèque de la dimension du CIRA (vingt mille livres et brochures, des centaines de titres de périodiques) ; mais pour continuer, il nous faudra plus d'argent que par le passé.

— Des subventions officielles, alors ?

Si nous pouvons conserver notre indépendance, pourquoi pas ? Le CIRA est constitué en association, forme très légère et souple en droit suisse. Il est donc propriété de ses usagers qui sont censés en assurer la gestion. En même temps, il rend des services à l'Université, à la cité : pourquoi ces services payés ?

— Moi qui croyais trouver dans cette cave une officine terroriste, j'y trouve plutôt un musée, dit un autre visiteur.

Musée, hélas, quand l'activité diminue et qu'on se borne à entasser les livres sur les étagères et à enregistrer les journaux. Mais nous avons pris des initiatives culturelles que nous souhaitons continuer : en 1972, nous organisons un des premiers séminaires internationaux (dont a été tiré l'ouvrage *Société et contre-société*) et avons soutenu ceux lancés par le Centro Studi Libertari de Milan et l'université de Portland aux Etats-Unis ; nous avons publié une somme bibliographique sur l'anarchisme au Portugal avant la « révolution des œillets » ainsi que d'autres brochures.

Sur le plan local, nous collaborons avec le Collectif anarchiste (CARG) à l'organisation d'un débat sur Pologne-URSS et à celle d'une quinzaine de cinéma au CAC. Par la suite, on songe à publier des bibliographies raisonnées et à développer le bulletin du CIRA (semestriel, 38 numéros parus), deux choses qui demandent une collaboration internationale.

(Article tiré du Réveil anarchiste)

LA GRÈVE DES BOUTONNIERS DE L'OISE

A PRÈS les pages « Archives » consacrées à Pelloutier, animateur des Bourses du travail, un des militants les plus connus du syndicalisme qui se voulait émancipateur, indépendant des partis et d'action directe, *Le Monde libertaire* présente un militant moins connu, Jean-Baptiste Platel.

Ce militant syndicaliste de l'Oise, un des fondateurs du syndicat des boutons de nacre d'Andeville, anima en 1907 la grève de Lormaison, et en 1909 la grève des boutonnières de Méru, née d'une surproduction liée à la mécanisation et de la dénonciation des accords syndicat-patrons. Lors de ce conflit particulièrement dur, pour avoir prononcé devant un commandant de gendarmerie ces paroles : « Si vous avez été décoré, c'est pour avoir assassiné vos semblables... Vous êtes une brute, vous n'hésitez pas à assassiner des femmes et des enfants. Vous pouvez rapporter ça à votre con de préfet », il fut condamné par défaut à six mois de prison. Son séjour derrière les barreaux, en définitive de trois mois, le laissa abattu et neurasthénique. Accablé par des critiques de certains camarades, il se suicida en 1919. A ses obsèques, imposantes, se déplacèrent Marck Trésorier de la CGT et Monatte.

Comme écrits, Platel ne laisse que des articles parus dans *La Vie ouvrière*, organe de la CGT, dans lesquels il raconte les prémisses de la grève et les événements eux-mêmes, qui eurent un retentissement national et international. En effet, l'opinion publique d'alors fut frappée par l'aspect massif et unitaire, la féroce répression policière et militaire — Joffre, alors général, vint à Méru exercer ses talents sur ce champ de bataille particulier.

Soixante-quatorze ans après, la Maison des jeunes et de la culture de Méru a eu le mérite de réunir en une brochure (1) les articles de Platel et quelques cartes postales d'époque. Il faut saluer cette initiative que devraient imiter beaucoup de MJC, même si celle de Méru prend quelque peu ses distances par rapport aux événements — il ne faut pas oublier qu'au cours du conflit les demeures patronales eurent à subir la juste colère ouvrière — et présente Platel comme voyant dans le parlementarisme un moyen de progrès social, ce que contredit, semble-t-il, la



conclusion de la brochure que nous publions aujourd'hui.

Cette grève mémorable a eu pour premier résultat d'empêcher que les ouvriers boutonnières, dans l'ensemble, soient spoliés d'au moins un million de francs dans l'espace de dix mois, c'est-à-dire pendant la durée du contrat qui, certainement, sera renouvelé. Mais elle a donné d'autres résultats. L'organisation syndicale, qui comptait encore peu, s'est développée considérablement. L'esprit de révolte s'est éveillé. Devant les faits et les avantages acquis, tel qui prêchait le calme hier est maintenant le plus fervent propagateur de l'action directe. Bien mal venu serait celui qui se risquerait aujourd'hui à prétendre que la grève des bras croisés produit de bons résultats. Tant que les boutonnières ont agi ainsi, l'on s'est moqué d'eux. Ce n'est que lorsqu'ils ont su montrer les dents que leurs exploitateurs ont commencé à être moins arrogants et à céder. Ah ! il est bien vrai que la peur est le commencement de la sagesse.

Les militants ont eu de la besogne pour entraîner et soutenir ce magnifique mouvement. Pas de repos, exténués ou non, il leur fallait chaque jour aller, par la pluie et la neige, dans les vingt communes où s'étendait la grève, afin d'organiser sérieusement et presque militairement la résistance. L'arrêt du travail n'était pas commode. Beaucoup d'ouvriers travaillant à

domicile, il y avait nécessité à ce qu'on s'organise pour empêcher la sortie et la rentrée des boutons.

La grève a duré trois bons mois, pendant lesquels la plus parfaite harmonie n'a cessé de régner parmi les ouvriers. Et ce furent des spectacles impressionnants que ces longues théories d'hommes et de femmes, bravant toutes les intempéries pour aller là où une leçon s'imposait, afin de faire comprendre aux patrons les plus féroces qu'il y a des limites à tout.

Souvent on se plaint de l'influence déprimante des femmes. Chez nous, elles se sont toujours montrées les plus énergiques et les plus ardentes. On peut même dire qu'elles furent une des causes importantes de la victoire.

Et maintenant, que dire du député Baudon, le Quinze-mille de l'arrondissement, du conseiller général Deshayes, qui ne virent dans ce mouvement qu'une question politique et qui osèrent faire imprimer que la grève était fomentée et soudoyée par les curés et par les réactionnaires ? Nous leur avons offert maintes fois de leur présenter nos livres de comptabilité. Ils ne se sont pas dérangés pour les regarder, mais ils ont continué à calomnier. Pour ces gens-là, il est inadmissible qu'un ouvrier ait une volonté. Du moment qu'ils ont, eux, le ventre plein, lui, il ne doit pas avoir faim, et s'il se révolte, ce n'est peut-être que pour faire le jeu de tel ou tel parti politique.

Toute chose, même malheureuse, a son côté. Les travailleurs du bouton, qui avaient encore foi à la toute-puissance du bulletin de vote en sont quelque peu revenus. Ils ont appris à ne compter que sur eux-mêmes et à ne plus se fier aux belles promesses des aspirants Quinze-mille. Aussi, ils se chargent eux-mêmes de la besogne qui les regarde.

Quoique ces messieurs aient fait placarder sur tous les murs que les déprédations commises ne pouvaient être que l'œuvre d'étrangers à la région, cela n'a pas empêché quarante-cinq des nôtres, tous du pays, d'être condamnés au chiffre global de sept ans de prison.

Voilà terminé le récit de la grande lutte soutenue par les boutonnières de l'Oise pour défendre leurs salaires. Le souvenir en restera longtemps chez nous et y entretiendra l'esprit de révolte et d'organisation.

J.-B. Platel

(1) La grève des boutonnières de Méru est disponible auprès de la MJC de Méru, au prix de 20 F.

expressions

NOTES DE LECTURE

BORIS SOUVARINE, L'« OBSERVATEUR » DU STALINISME

INVENTEUR du néologisme évocateur de « soviétologie », Boris Souvarine connaît parfaitement l'idéologie et le système lénino-stalinien, pour avoir fréquenté le séraï à ses débuts, en 1919-1925. Tout d'abord partisan et prosélyte du régime — auteur en tant que tel d'un étonnant *Eloge des bolchéviks* (1919) et présentateur de textes clés de l'Internationale communiste parus à ce moment en France —, fondateur du PCF, il se retrouve après la mort de Lénine en bisbille avec la nouvelle orientation de Staline/Zinoviev/Kaménev, l'éphémère troïka. Proche de Trotsky, il s'en éloigne rapidement et devient « communiste démocratique ». Farouche adversaire du « père bien-aimé » de l'intelligentsia de gauche de l'époque, Joseph Djougachvili, dit plus communément Staline (l'Homme d'acier, en russe), il lui consacre une volumineuse et fameuse étude (1). Depuis lors, il est un publiciste des plus redoutables pour les staliniens. A ce titre, il fonde et anime plusieurs revues remarquables, tant par la qualité de ses collaborateurs — Georges Bataille,

Maurice Dommanget, Lucien Laurat, Michel Leiris, Raymond Queneau, Gérard Walter, Simone Weil, Maxime Leroy, Kostas Papiannou, Yves Lévy et de nombreux autres historiens et érudits du mouvement ouvrier et des idées sociales et politiques — que par celle des sujets et articles : *La Critique sociale* (1931-34) et *Le Contrat social* (1957-1968).

A un âge vénérable (87 ans), il ne désarme toujours pas et vient de publier la réédition en ouvrage d'un bulletin confidentiel qu'il rédigea en 1948 : *L'Observateur des deux mondes* (2), dont le but était de déciller les yeux de la classe politique française sur la stratégie stalinienne d'alors. Sur ce plan, son analyse conserve une grande actualité, car la stratégie bréjnevienne-andropovienne se situe en continuité totale avec l'impérialisme et l'expansionnisme staliniens. La première réserve que nous émettrons ici tient dans la perspective choisie, à savoir de rendre plus lucides les gouvernants occidentaux sur l'antagonisme qui les oppose au Kremlin, ainsi que le parti pris implicite en faveur du « monde libre ». Cette

option peut s'expliquer, surtout pour les générations entre les deux guerres et encore plus pour les ex-membres du PC, par la nette conscience du danger extrême représenté par Staline et en quelque sorte d'un choix du moindre mal, en l'occurrence de la scarlatine occidentale face à la peste hitlérienne et au choléra stalinien. Pour notre part, nous reprenons et maintenons les positions de classe affirmées, depuis le tout début, par les libertaires russes et les combattants pour les « soviets libres », c'est-à-dire d'une opposition irréductible aux oppresseurs de tous bords. Nous pensons ainsi plus utile et nécessaire de faire la lumière sur la nature totalitaire du lénino-stalinisme aux yeux des exploités de ce côté-ci plutôt qu'à ceux d'une élite de dupeurs professionnels qui trouvent leur compte à ce que perdure son antagonisme moscovite ; cela, d'une part, pour réaliser de juteux « marchés du siècle », et d'autre part, pour agiter l'épouvantail de l'Est auprès de leurs propres exploités, afin de mieux les faire tenir tranquilles.

L'intérêt de l'ouvrage serait

donc insuffisant si d'autres textes ne venaient le renforcer, particulièrement ceux des causeries radiophoniques de B. Souvarine faites en 1957, à l'occasion du quarantième anniversaire de la révolution d'Octobre. Ici, il apparaît en bretteur émérite : en quelques pages percutantes, il pulvérise la prétention de Lénine et de ses successeurs à se revendiquer de la légitimité de la révolution russe de 1917 et de ses aspirations. Preuves à l'appui, il démontre la confiscation des conquêtes du peuple laborieux au profit d'un Parti-Etat. Ses propos prennent encore plus d'éclat lorsqu'il oppose les promesses démagogiques de Lénine et de ses acolytes, avant leur conquête du pouvoir, aux résultats réels de cette même prise de pouvoir, soit la trahison flagrante des revendications libertaires et démocratiques de 1917, dans le sens d'un accroissement, dans des proportions inconnues jusque-là, de l'exploitation et de la misère des classes laborieuses russes.

Marquées par un style limpide, concis et incisif, polémique de bon aloi à l'occasion, ces pages

constituent à elles seules un morceau d'anthologie. Une deuxième réserve toutefois sur l'originalité de cette analyse : l'auteur tend parfois à laisser croire que sa dénonciation n'a pas de précédent, et pourtant, avec son exceptionnelle connaissance du mouvement révolutionnaire russe, il est bien placé pour savoir l'antériorité à ce sujet des anarchistes russes et de tous pays, ou bien même de ce qu'on peut appeler la « gauche révolutionnaire russe » : socialistes-révolutionnaires de gauche, maximalistes, et certains dissidents bolchéviques comme Miasnikov ou Anton Ciliga. Sa contribution gagnerait à être replacée ainsi dans l'ensemble d'un courant critique révolutionnaire.

Alexandre Skirda

(1) B. Souvarine : *Staline, aperçu historique du bolchévisme*, Paris, 1935, réédité en 1977 par les éditions Champ libre, 640 pages, 100 F. Voir également chez le même éditeur : *Autour du congrès de Tours*, 1981.

(2) B. Souvarine : *L'Observateur des deux mondes et autres textes*, éditions de la Différence, 1982, 170 pages, 52 F.

NOTES DE LECTURE

« De la contraception à la ménopause »

de B. et G. Seamann

Si vous voulez connaître l'utilisation des hormones dans le traitement de la grossesse, l'alimentation, la contraception, la ménopause, alors lisez ce livre qui rassemble toutes les informations connues dans ce domaine. Lisez-le, mais ne le prenez pas au pied de la lettre, car ce dossier insiste trop sur les dangers de la pilule, de quoi être complètement déboussolé (e) au bout de la lecture de ces 551 pages, un peu trop techniques aussi au niveau diététique. Ses approches des méthodes de contraception dites « douces » sont pourtant intéressantes. Les avantages et les inconvénients sont décrits à travers des expériences personnelles. Bien que les références soient américaines, l'équipe de L'Impatient (1) a étayé l'ouvrage avec les chiffres et les analyses en France.

Pour ceux et celles, donc, qui veulent en savoir plus sur les hormones, qui cherchent une méthode contraceptive adéquate à leur constitution, leur tempérament, leur goût, ce pavé dans la mare aux hormones sera un avant-propos détaillé pour leur choix.

Martine (liaison Bas-Rhin)

De la contraception à la ménopause - Dossier hormones, aux éditions de L'Impatient, disponible à L'Impatient, 9, rue Saulnier, Paris-9^e, au prix de 98 F.

(1) Mensuel de défense et d'information des consommateurs de soins médicaux.

THÉÂTRE

RABELAIS, AU-DELÀ DU RIRE...

PNTGRL est une création de l'Action coopérative pour le théâtre à Toulouse, qui nous restitue l'ensemble de l'œuvre de Rabelais, dans toute sa vérité, à travers une épopée de textes et de jeux.

Rabelais, c'est d'abord les mots, un tourbillon de mots, tout crus, tout simples, tout simplement populaires ; par eux vient le rire, gros, démesuré... Un rire géant... Ça fait beaucoup de rires, avec ce rire-là, spontanément...

Dans **PNTGRL**, Rabelais, au-delà de ce comique en lui-même déjà provocateur, est aussi celui dont les œuvres étaient censurées dès leur paru-

tion, celui qui écrivait contre les choses établies, les institutions, la culture officielle ; ce Rabelais qu'on s'évertue à nous cacher, encore aujourd'hui, sous le terme de « débonnaire humaniste ».

PNTGRL, c'est encore mieux. Deux mondes qui se heurtent, le Moyen Age « passionné » et la Renaissance « raisonnable », la simple joie de vivre et la froideur intellectuelle, le rire communément simple et gros, et l'esprit fin et distingué...

Enfin, **PNTGRL** est une fête pour deux saltimbanques, Didier Carette et Thierry Lefever, et pour leur public. Deux farceurs qui forcent les limites fictives

qui existent traditionnellement entre la scène et la salle par la simple magie du rire, de la farce et du mouvement. Un jeu turbulent qui étonne, surprend, s'arrête, reprend ; successivement vivant, drôle, inattendu, calme, grave...

Le public attend toujours quelque nouvelle invention... Une telle vision du monde, lorsqu'elle est puissante et joyeuse, crée le comique le plus sain, celui qui naît de la pure et simple joie de vivre.

Un spectacle qui se produit dans le Sud-Ouest, à ne pas manquer.

Sylvie (groupe A. Camus de Toulouse)

CINÉMA

DANS LA VILLE BLANCHE

réalisé par Alain Tanner

CHRONIQUE « JAPON 83 »



LA Maison des cultures du monde, dont le directeur est Cherif Khaznadar, nous offre, par la manifestation **Japon 83** (jusqu'au 3 juillet), la possibilité de découvrir de nombreuses facettes de l'art japonais. L'accent est mis sur le « spectacle vivant » selon l'expression de Khaznadar : théâtre, musique, danse... dans ses trois dimensions : traditionnelle, classique et contemporaine, à l'exclusion donc des langages tels que la peinture, la sculpture ou le cinéma.

Jusqu'à présent, nous avons pu voir et entendre un spectacle de marionnettes traditionnelles, un spectacle Gagaku-Bugaku (musique et danse classiques), ainsi qu'une pièce : **Le Point d'eau** par le Tenkei Gokigo, un spectacle de marionnettes par le Buneraku, un concert de musique contemporaine par The Circle et un concert de bicoa (sorte de luth).

Le 7 juin fut donné en première européenne **Le Point d'eau**, conçu et mis en scène par Ohta Shogo. Le drame n'est engendré par aucun texte : pas une parole ne sera prononcée au cours de la représentation. Il n'y a pas non plus d'histoire à proprement parler ni même d'histoires. Dans ces conditions, que reste-t-il ? En premier lieu le bruit d'une eau qui coule d'une fontaine. C'est autour et le plus souvent vis-à-vis de ce mince filet d'eau que se créent

des attitudes, des comportements exprimés par les gestes et les physiologies.

Mais l'apport le plus important de ce théâtre à la conscience artistique européenne réside dans le procédé esthétique qui consiste à ralentir le mouvement jusqu'à friser l'immobilité. Si mes calculs sur les pas sont justes, les gestes durent quarante fois plus longtemps que dans la réalité. Le résultat premier en est une intensification extrême du vécu. C'est une exploration physique, au sens mathématique du terme, du mouvement, ainsi que de son contenu psychologique. C'est un manifeste implacable contre le superficiel qui caractérise la vie quotidienne européenne (et sans doute celle du Japon moderne également), ainsi que, bien entendu, le superficiel dans l'art. D'ailleurs, n'est-il pas significatif que, contrairement au comportement de l'acteur européen, les acteurs du Tenkei Gokigo n'ont nullement souri après le spectacle en recevant les applaudissements du public ; une manière de remettre en cause la notion occidentale de spectacle qui, ici, ne sont plus simplement à passer un bon moment, mais à tenter de cerner la vie.

Léon

Pour tout renseignement pour les spectacles à venir : 544.72.30, 101, boulevard Raspail, Paris-6^e.

PAUL, marin, débarque un matin de son bateau ou plutôt de son usine flottante, comme il l'appelle lui-même. Il s'engage dans Lisbonne, la ville blanche, pour pénétrer par la suite dans une taverne où il remarque une pendule dont l'aiguille des secondes tourne à l'envers, et lorsqu'il en demande la raison à Rosa la serveuse du bar, il s'entend répondre que c'est le monde qui tourne à l'envers.

Il s'était vu par le passé qualifié par son capitaine du nom d'un insecte dont la propriété est d'ignorer les contraintes d'espace et de temps en restant immobile et indifférent, du moins en apparence, à ce qui l'entoure. Judicieuse remarque du capitaine qui se vérifie donc par la présence de Paul à Lisbonne, qui renoncera sans vraiment l'avoir prémédité à réintégrer son navire, juste histoire de goûter à la liberté, une liberté égoïste, mais bien plaisante, celle qui consiste à regarder aller les choses, les gens.

Paul, par la suite, tombe amoureux de Rosa (la serveuse du bar), ce qui ne l'empêche nullement de garder contact avec sa femme restée en Suisse à qui il confiera ses états d'âme en lui envoyant non seulement des lettres, mais aussi des films super 8 qu'elle visionnera. Films plus significatifs qu'une lettre, parce qu'à l'image de l'errance du marin, ils sont cahotants, improvisés. Ils sont un double témoignage, en premier lieu dans la trame du film pour la femme ; en second lieu pour le spectateur qui croirait encore que c'est du cinéma (par opposition à la vie).

Paul, dans cette stagnation, perdra presque tout. Rosa le quittera ; il se fera braquer. Du rôle de voyeur il passera à celui de victime.

Jean-Luc

COMMUNIQUÉ

En envoyant, au cours de la semaine écoulée, des inspecteurs de TDF dans les studios de certaines radios locales - Radio Jet, Radio Décibel, Carbone 14, Radio FFI, Radio OK Service - et en leur enjoignant d'avoir à cesser leurs émissions dans les vingt-quatre heures, le gouvernement vient de franchir un pas de plus dans la répression contre les stations qui refusent l'arbitraire et attendent vainement que des raisons sérieuses soient avancées par la Haute Autorité pour la communication audiovisuelle quant à leur interdiction d'émettre sur la bande FM.

Radio-Libertaire, interdite elle aussi par le pouvoir, proteste énergiquement contre cette nouvelle atteinte à la liberté d'expression, et réaffirme clairement, bien qu'épargnée jusque-là par cette nouvelle mesure répressive, qu'elle ne se laissera pas étouffer sans réagir.

Fédération anarchiste

Prochains invités de Radio-Libertaire

- Mardi 14 juin : « Le magazine pour rire » (15-18 h) : le Festival Tropica Rythm (avec de la musique antillaise, martiniquaise, etc.).
 - Mercredi 15 juin : « L'invité quotidien » (20-22 h) : retransmission de l'interview de Léo Ferré.
 - Jeudi 16 juin : « Bisous bisous » (14-16 h) : avec Yves Frémion et Gudule. Thème abordé : sport et érotisme.
 - « La vie d'artiste » (16-18 h) : en direct du salon *Plages*.
 - « Si vis pacem » (18 h 30-19 h) : avec l'UPF. Thème abordé : la force de frappe.
 - Vendredi 17 juin : « Mal à droit » (9 h 30-10 h 30) : les contrats ; la loi « Sécurité et Liberté ».
 - « La bourse et la vie » (10 h 30-12 h) : la loi Quillot ; la défense libre.
 - « Le Fou parle » (12-14 h) : la revue *Le Fou parle* invite Elias Pétopoulos (écrivain) et Jean-Luc Hennig (écrivain).
 - « Le magazine pour rire » (14-18 h) : Guy Elie Pratt ; Gaston Couté et sa collaboration à *La Guerre sociale*.
 - « L'invité quotidien » (20-22 h) : Marc Handrich sur l'intelligence artificielle.
 - « Contact » (22-24 h) : derrière les étoiles. Avec la participation des auditeurs au 262.90.51.
 - Samedi 18 juin : « Chronique syndicale » (12-14 h) : Maghreb et syndicalisme.
 - « Poésie » (19-21 h) : France Valmore.
 - Dimanche 19 juin : « Jazz en liberté » (17-20 h) : retransmission depuis le salon *Plages*.
 - Mardi 21 juin : « Le magazine pour rire » (15-18 h) : début d'une série d'émissions en public et en direct de *Chez Georges* (11, rue des Canettes, Paris-6^e).
- Entrée gratuite. Attention le nombre des places est limité.
- Mercredi 22 juin : (9-14 h) : en direct du salon *Plages*.
 - Jeudi 23 juin : « Grand Angle » (22-24 h) : surréalisme et cinéma avec : Dominique Rabourdin et Adonis Kirou, auteurs des *Billets surréalistes* dans *Le Libertaire* et du livre : *Surréalisme et cinéma*.

ENTRÉE DE LA FRANCE DANS L'OTAN... PAR LA PETITE PORTE



LORS de la dernière séance du comité des plans de la défense de l'OTAN, qui s'est réuni à Bruxelles du 31 mai au 2 juin 1983, le secrétaire américain à la Défense, Caspar Weinberger, a essayé d'obtenir de ses alliés un engagement plus ferme concernant les éventuelles opérations militaires hors de la zone couverte par l'OTAN et a plaidé pour une augmentation des dépenses militaires des pays européens en vue de renforcer le potentiel des forces conventionnelles en Europe. Ces deux exigences américaines sont une conséquence directe de la rencontre de Williamsburg entre les chefs d'Etats des sept pays les plus industrialisés du « monde libre », où il avait été proclamé que « la sécurité de nos pays est indivisible et doit être vue sur une base globale ».

A Bruxelles cependant, les Etats-Unis ne sont pas parvenus à leurs fins. Les ministres européens de la Défense, tout en reconnaissant l'importance des zones hors OTAN, ont préféré constituer une commission d'étude sur le problème de l'intervention de l'OTAN dans des zones non couvertes par l'OTAN avant de prendre une décision. De même, les Européens ont ouvertement exprimé leur méfiance devant un renforcement des forces conventionnelles en Europe en expliquant que ce renforcement se traduirait par l'inondation des armées européennes par une profusion de gadgets électroniques que seuls les Américains sont à même de produire. Business is business ! Et puis, ils ont aussi clairement affirmé qu'ils se méfiaient d'une guerre conventionnelle sur le terrain de la vieille Europe, car elle serait aussi meurtrière qu'une guerre nucléaire « limitée ».

Bref, à Bruxelles, les pays européens membres de l'OTAN ont poliment remis les Américains à leur place en refusant d'acheter du matériel militaire made in USA pour le plus grand profit du capital américain, et de prendre le risque d'une « super » guerre conventionnelle en Europe. Les alliés, donc, ont renoncé à subir l'hégémonie des Etats-Unis !

Et c'est à cet instant précis où les pays européens membres de l'OTAN renâclent à subir l'hégémonie des Etats-Unis que la France socialo-communiste amorce un rapprochement avec l'OTAN ! Comique !

A Williamsburg, en effet, le camarade Mitterrand a signé la

déclaration finale qui précise que « la sécurité de nos pays est indivisible et doit être vue sur une base globale ». Ce qui signifie qu'une alliance élargie est née entre les pays membres de l'OTAN (où les Etats-Unis sont dominants) et les pays qui n'en sont pas membres, à savoir la France et le Japon.

Bien évidemment, en tant qu'anarchistes, nous ne nous étonnons nullement de cet abandon de la sacro-sainte notion d'une défense nationale française indépendante, notion mythifiée par le général de Gaulle quand il s'était retiré du commandement militaire de l'OTAN en 1966 et quand il s'était lancé dans le grand treap de la bobbinette made in France. Nous ne nous étonnons nullement de cet abandon car la crédibilité de la défense française face à la puissance américaine et soviétique était un mythe et que dans les faits, concrètement, la France, depuis Giscard, avait déjà fait le choix du parapluie nucléaire américain.

Aussi ne crions-nous pas au scandale comme le font les communistes et les gaullistes devant cet abandon d'une défense française indépendante ! Mais qu'on ne s'y trompe pas, nous n'applaudirons pas davantage à ce rapprochement de la France en direction de l'OTAN, c'est-à-dire en direction de l'aile protectrice américaine ! Pour nous, la défense nationale française indépendante est un mythe qui ne résiste pas à l'épreuve des faits (la preuve), mais le rapprochement avec l'OTAN ne constitue pas non plus une solution dans la mesure où il institutionnalise un état de fait, à savoir la dépendance des puissances moyennes par rapport aux super-grands.

En d'autres termes, nous ne sommes partisans ni d'une défense nationale à la mode gaulliste, avec bobbinette et tutti quanti à la clef, ni d'une intégration de la France à l'OTAN ! Mais expliquons-nous.

Pour nous, dès lors que la France s'inscrit dans le cadre du capitalisme et de l'Etat, sa défense ne peut que s'inscrire dans le cadre d'un affrontement entre Etats capitalistes, affrontement s'opérant entre armées coupées de la population et donc dotées d'armements sophistiqués, nucléaires et conventionnels. Dans ce contexte, le rapprochement avec l'OTAN s'impose, car une puissance moyenne comme la France n'a pas les moyens de se payer un parapluie nucléaire et conven-

tionnel crédible par rapport à la puissance de feu des deux super-grands. En ce sens, nous ne crions nullement à la trahison des socialo-communistes. Leur attitude est logique.

En revanche, dès lors que notre pays s'inscrirait dans le cadre de la suppression du capitalisme et de l'Etat, le problème de l'intégration ou non à l'OTAN ne se poserait plus. Dans ce cadre, en effet — qui serait celui d'une France révolutionnaire et anarchiste —, la défense serait prise en main par la population tout entière... Et ça change tout !

On l'a vu au Vietnam et on est en train de le voir en Afghanistan, quand c'est tout un peuple qui lutte contre une agression impérialiste, les impérialismes en question ont le choix entre la défaite militaire ou l'extermination complète et totale des peuples qu'ils agressent. Or, les Etats-Unis et l'URSS n'ont pas osé vitrifier le Vietnam et l'Afghanistan sous un déluge de bombes atomiques et ils n'oseraient pas davantage vitrifier une France anarchiste.

Aussi, dans une France anarchiste où la défense nationale serait l'affaire du peuple tout entier, où l'armement conventionnel mis à la disposition d'un peuple qui serait alors en armes et où, et ce n'est nullement contradictoire, les techniques de défense non violentes seraient popularisées, nous serions quasi touchables car, c'est une évidence, ni les Etats-Unis ni l'URSS, ni personne, n'oseraient ni nous vitrifier ni prendre le risque d'un conflit conventionnel qui déboucherait à coup sûr sur une défaite style Vietnam ou Afghanistan. Nous pourrions donc nous passer de l'OTAN, de la bobbinette et de l'armée. Nous serions véritablement indépendants, ça nous ferait faire un certain nombre d'économies et nous pourrions consacrer ces économies à autre chose de plus utile. A supprimer la misère, à construire des hôpitaux, des centres culturels, à aider les pays pauvres...

Tout un programme, donc ! Et un programme dont le réalisme saute aux yeux !

Alors camarades, au travail, ça urge car les cocoricouacs des socialos sont de toute évidence les signes avant-coureurs d'un glissement vers une dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, vers la militarisation et vers la guerre !

Jean-Marc Raynaud

Le déjeuner sur l'herbe de Vincennes : beaucoup de couleuvres à avaler ?

UN cœur à des millions d'exemplaires, des colombes portant le rameau d'olivier, le mot Paix répété, martelé, imprimé à l'infini, des comités, des pétitions, des souscriptions... C'est le branle-bas du combat « pour la paix ». Le Parti communiste a revêtu sa tenue de camouflage : cent signatures « prestigieuses ». Cent professionnels de la pétition, artistes, intellectuels, pour la plupart, nimbés d'un « progressisme » de bon aloi...

Cette technique a déjà bien servi. C'est celle de l'Appel de Stockholm et de la colombe de Picasso dans les années cinquante et soixante. Le bureau politique invite « les communistes à décupler leurs efforts », à « organiser une ample participation de tous les départements, des entreprises, des HLM et quartiers, localités, établissements d'enseignement, avec un nombre important de jeunes » pour la « Fête de la paix », le 19 juin, à Vincennes.

Les « organisations de masse », la CGT, les syndicats d'enseignants dominés par le PC, l'UFF, le Mouvement de la Paix sont mobilisés. Nous verrons aussi les ouailles de la JOC côtoyer, une fois de plus, les troupes du Mouvement de la jeunesse communiste. Mais, en définitive, c'est bien du degré d'engagement des militants du parti que dépend le succès de l'entreprise.

L'Humanité nous invite : « Allons au bois pique-niquer »...

Le déjeuner sur l'herbe sera, écrit-il, « un des moments les plus importants de la journée ». Histoire, sans doute, de faire glisser toutes les couleuvres que les militants et sympathisants ont dû avaler ces temps-ci. La politique du parti est, en effet, un nœud grouillant de contradictions. La plus grosse est sans aucun doute la participation à un gouvernement qui se montre le plus « atlantiste » de tous les ministères de la V^e République. Une des plus éclatantes manifestations de cette orientation a été la réunion la semaine passée à Paris du Conseil de l'OTAN, pour la première fois depuis dix-sept ans ! Lors de son intervention sur Antenne 2, Mitterrand n'a pas manqué de souligner, avec un brin de malice, qu'il n'a « pas constaté au sein du gouvernement de différend » sur cette question...

« Ni Pershing ni SS20 ! », proclameront, à Vincennes, les banderoles de braves « pacifistes ». Mais dans sa déclaration critiquant le sommet de Williamsburg, le PC s'est aligné purement et simplement sur la position soviétique : pas d'installation de nouveaux missiles en Europe. En revanche, Mitterrand souhaite le déploiement des Pershing et Fiterman, lui, en conseil des ministres, ne bronche pas...

L'intense campagne de préparation à la fête de Vincennes se réfère à l'esprit de Jaurès, au souvenir de Martin Luther King, aux millions de manifestants pacifistes d'Europe et d'Amérique.

Les images-choc, les grandes idées toutes simples, les beaux sentiments, rien n'est négligé pour remuer les foules. Hiroshima, bien sûr, est mille et mille fois évoqué. Halte à l'horreur nucléaire ! Mais les fusées soviétiques sont purement défensives, Marchais l'affirme... Mais le PC s'est fait le chantre de la force de frappe française et a réclamé à cor et à cri un septième sous-marin nucléaire...

« Il faut donner à la vie ce qu'on gaspille pour la mort et combattre la misère et la faim dans le monde », proclame le bureau politique... Mais le parti réclame le développement des fabrications d'armements, dénonce les antimilitaristes et ses députés votent le budget militaire !

La guerre est un fléau, sauf quand elle embrase l'Afghanistan ! On n'en finirait plus d'énumérer les plus aberrantes contradictions. La seule question intéressante est de déterminer quels sont les objectifs réels des dirigeants communistes.

Le PC, c'est évident, ne peut espérer infléchir l'orientation atlantiste de Mitterrand. Pour faire obstacle à une politique qui correspond aux intérêts majeurs des classes dirigeantes, il faudrait un mouvement de masse d'une autre nature qu'un pique-nique au bois de Vincennes ! Ainsi que le soulignait Patrick Jarreau dans *Le Monde* : « la mobilisation que le PCF cherche à susciter... est le minimum qu'un PC occidental puisse faire pour remplir son devoir de solidarité vis-à-vis de l'Union soviétique ». Il s'agit en effet de maintenir les liens privilégiés avec la bourgeoisie d'Etat soviétique et de rester (le plus longtemps) un honorable parti gouvernemental français. Ce qui est à l'origine de bien des contradictions mentionnées ci-dessus...

Par la même occasion, le PC entend démontrer que malgré son recul électoral, il est encore capable de rassembler de grandes foules. Sans doute veut-il également regonfler les militants en mobilisant dans une action d'envergure, pour compenser la morosité régnant sur le front social. En se proclamant le « parti de la Paix », il espère aussi étendre son influence, gagner des sympathies parmi ceux que les menaces de guerre inquiètent, dans la jeunesse tout particulièrement. Autant d'éléments qui font que le grand déjeuner sur l'herbe du 19 juin demeurera comme une grande journée des dupes.

S. Basson